Canadian Institute for International Peace and Security

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

LE SONDAGE D'OPINION (1989) DE L'ICPSI

SÉCURITE, LIMITATION DES ARMEMENTS ET DÉFENSE AU CANADA : LES ATTITUDES DU PUBLIC CANADIEN

par Michael Driedger & Don Munton

Décembre 1989

LE SONDAGE D'OPINION (1989) DE L'ICPSI

SÉCURITE, LIMITATION DES ARMEMENTS ET DÉFENSE AU CANADA : LES ATTITUDES DU PUBLIC CANADIEN

par Michael Driedger & Don Munton

Décembre 1989

90-01926/

Pour obtenir des copies additionnelles :

360 rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

ISBN 0-662-95746-6

PRÉFACE

Chaque année, l'Institut fait exécuter un sondage de l'opinion publique canadienne dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales; il en finance la réalisation et en publie les résultats. Cette série a commencé avec un sondage mené en 1987. Les questions posées dans le cadre du sondage sont formulées par Don Munton, de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC), et par le personnel de l'Institut. Le sondage en tant que tel est mené par le Longwoods Research Group de Toronto.

L'analyse des résultats présentée dans le texte est celle de l'auteur et elle ne correspond pas nécessairement au point de vue de l'Institut et de son conseil d'administration.

Michael Driedger est chercheur à l'Institute of International Relations, à l'Université de la Colombie-Britannique. Don Munton est maître de conférence en sciences politiques à l'UBC.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Le sondage	2
Objet et format du sondage	2
Les perceptions des menaces militaires	4
Les perceptions des menaces non militaires pour la paix et la sécurité	9
Les perceptions des superpuissances	14
Le degré de confiance dans les grandes puissances et dans leurs dirigeants	17
Les préférences en matière de politiques au sein de l'alliance	19
La limitation des armements et le désarmement	19
La défense et la dissuasion	21
Les préférences au sujet des politiques canadiennes	23
Le Canada et les superpuissances	26
Caractéristiques personnelles	28
Langue	29
Région	31
Sexe	33
Âge	34
Revenu	36
Conclusion	37
Annexe A -- Questionnaire et résultats du sondage	39
Annexe B -- Ventilation en fonction des caractéristiques personnelles	59
Annexe C -- Diagrammes comparatifs	95

INTRODUCTION

Le présent rapport est le troisième d'une série de trois sondages d'opinion menés pour l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales auprès des Canadiens et des Canadiennes au sujet de questions internationales. Le premier sondage, effectué pendant l'été 1987, portait essentiellement sur les opinions de la population canadienne relativement aux superpuissances et au conflit Est-Ouest, ainsi que sur ses préoccupations quant aux menaces possibles pour la paix et la sécurité. La deuxième enquête, réalisée au cours des mois de juin et juillet 1988, a repris quelques-unes des questions déjà posées en 1987, en cherchant cette fois à connaître les opinions de la population canadienne face à la politique de son pays en matière de défense et à l'avenir de la limitation des armements et du désarmement. Le troisième sondage, inspiré dans une certaine mesure des résultats des deux précédents, est axé sur d'autres menaces pesant sur la paix et la sécurité, c'est-à-dire qu'il fait abstraction des animosités traditionnelles de la Guerre froide; il aborde une fois de plus l'évolution des impressions de la population canadienne au sujet des superpuissances et certains aspects de la politique nationale de défense.

Si nous avons choisi cette fois de nous concentrer sur d'autres menaces à la paix et à la sécurité, c'est en partie parce que, relativement parlant, les Canadiens et Canadiennes ne disent pas craindre la «menace soviétique», du moins telle qu'elle est couramment définie. Nous avons également voulu tenir compte des différentes forces fondamentales qui transforment les relations internationales depuis quelques années.

Parmi les grandes tendances qui se manifestent sur la scène internationale, certaines sont plus marquées que d'autres. Les relations Est-Ouest s'améliorent. Les effets du processus de réforme amorcé par Gorbatchev en Union soviétique commencent à se faire sentir sur les membres du Pacte de Varsovie. La limitation des armements, tant nucléaires que non nucléaires, progresse. Les conflits locaux et régionaux -- en Amérique centrale, en Afrique australe, dans le Sud-Est Asiatique -- sont en train de se régler ou, du moins, perdent de leur intensité. L'URSS s'est retirée d'Afghanistan, et les États-Unis sont moins disposés à soutenir les <u>contras</u> au Nicaragua. D'une façon générale, après s'être focalisée pendant longtemps sur les risques d'agression armée et sur la sécurité militaire, la politique internationale se concentre désormais sur des problèmes plus prosaïques : le protectionnisme commercial, l'endettement du tiers-monde, les

réfugiés, le trafic international de la drogue et la détérioration de la couche d'ozone, pour ne citer que quelques exemples.

Ces tendances et ces changements de pôles d'intérêt sont évoqués à des réunions aussi disparates que celles du Sommet économique et du Commonwealth, et ils occupent les premières pages et les rubriques financières de la presse dans le monde entier. Ils ont été discutés et défendus dans divers rapports internationaux rédigés par des groupes d'experts, comme le rapport de la Commission Brandt sur les perspectives de développement international, le rapport Palme sur la sécurité commune et, plus récemment, le rapport Brundtland de la Commission mondiale de l'environnement et du développement. Ce qui est moins clair, c'est comment et dans quelle mesure les perceptions qu'ont les habitants de la planète au sujet des menaces et de la sécurité changent, elles aussi (si elles changent).

Le sondage

Comme ceux des deux années précédentes, le sondage national d'opinion publique de 1989 a été commandé et financé par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, et conçu par Don Munton. Il compte au total quatre-vingt-trois questions. Il a été mené aux mois de septembre et octobre 1989 par le Longwoods Research Group, sur un échantillon sélectionné au hasard parmi un groupe représentatif de 30 000 ménages canadiens répertoriés par Market Facts, Ltd. Il s'est fait en anglais et en français, par courrier, auprès de 890 personnes en tout, dont 50 p. 100 ont répondu. (En comparaison, le taux de réponse avait été de 48 p. 100 lors du sondage de 1987, alors qu'une partie du sondage avait eu lieu pendant une grève des services postaux au Canada. En 1988, par contre, le taux de réponse avait été de 63 p. 100; le sondage était alors plus court qu'il ne l'est cette année et il avait été de nouveau soumis à la moitié à peu près des personnes interrogées l'année précédente). Avec un échantillon de cette taille, la marge d'erreur approximative est de plus ou moins 3 p. 100, 95 fois sur 100.

Objet et format du sondage

Le présent document n'a pas pour objet, pas plus que ceux qui ont fait suite aux sondages de 1987 et de 1988, de brosser un portrait général de l'opinion publique canadienne sur une série de questions d'actualité, ni de résumer les résultats des récents

sondages menés au Canada sur les problèmes internationaux. Il vise plutôt à présenter et à décrire les résultats du sondage de 1989. Voici un bref aperçu du format de notre document.

Nous allons dans un premier temps analyser les perceptions des Canadiens et Canadiennes au sujet des dangers militaires qui menacent leur pays d'une part, et la paix et la sécurité mondiales, d'autre part. Il semble, une fois de plus, subsister dans les esprits un certain nombre de vieux mythes auxquels il faudrait renoncer. Le document étudie plus particulièrement la mesure où la population canadienne craint une guerre nucléaire et un affrontement entre les superpuissances. Il aborde ensuite d'autres menaces possibles, comme les problèmes reliés à l'économie et à l'environnement, et il révèle une évolution assez surprenante des attitudes du public. En effet, l'édition 1989 de ce sondage d'opinion publique fournit les premiers éléments attestant que la notion de «sécurité internationale» prend un sens assez différent pour les Canadiens et les Canadiennes d'aujourd'hui et qu'elle sous-entend à leurs yeux un ensemble de préoccupations à la fois plus vastes et plus fondamentales que la sécurité physique face à une attaque militaire.

Le sondage s'intéresse une fois de plus à la façon dont les Canadiens et les Canadiennes perçoivent les États-Unis et l'URSS, et les résultats de 1989 confirment largement ceux de 1987 et de 1988 : l'opinion que se fait la population canadienne des deux superpuissances, et en particulier des États-Unis, a radicalement changé par rapport a ce qu'elle était il y vingt-cinq ans. Les réponses de 1989 montrent également que les Canadiens et Canadiennes commencent à avoir, au sujet des deux superpuissances, des opinions moins négatives. Puis, le document analyse plus particulièrement un certain nombre de politiques internationales auxquelles la population canadienne est favorable, voire qu'elle préconise pour faire face, d'une part, aux menaces qui pèsent sur sa sécurité selon elle et, d'autre part, au risque de guerre. Elle prône notamment l'interdiction totale des essais nucléaires, la réduction des armes nucléaires de courte portée en Europe, une «défense non provocatrice» ou une «défense défensive» et le maintien des engagements militaires du Canada en Europe et à l'égard de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Le document donne, par ailleurs, un aperçu de l'opinion canadienne relativement aux dépenses fédérales en matière de défense et d'aide extérieure.

Enfin, nous examinerons les clivages internes et les différences d'attitudes non négligeables constatés entre différents groupes de Canadiens et de Canadiennes. Les variations les plus notables ont trait à la langue, à la région d'origine, au sexe, à l'âge et au revenu des personnes interrogées. Toutefois, ces différences d'ordre démographique semblent, à certains égards, moins frappantes que la nature fondamentale des perceptions et des attitudes en tant que telles. L'annexe B comprend les tableaux des distributions croisées pour ces facteurs démographiques par rapport aux questions posées sur les attitudes, dans les cas où il existait une différence importante dans les réponses fournies par les divers groupes démographiques.

Toutes les questions du sondage de 1989 et la ventilation des réponses figurent à l'annexe A du présent document. Il faut noter que les pourcentages contenus dans l'annexe, comme ceux qui figurent dans le corps du texte, ne tiennent pas compte des réponses «ne sait pas» et «pas de réponse», et qu'ils sont arrondis au point de pourcentage immédiatement supérieur. C'est pourquoi le total des pourcentages pour une question donnée peut parfois dépasser 100 p. 100.

LES PERCEPTIONS DES MENACES MILITAIRES

Après plus de quarante ans sans affrontement direct armé entre les superpuissances, et en pleine période de transformation des relations Est-Ouest vers la fin des années 1980, il semble que, d'une façon générale, les menaces militaires préoccupent moins les Canadiens et les Canadiennes. Parallèlement à cette évolution et compte tenu (et en raison peut-être) de l'émergence d'un nouvel ordre du jour mondial, on constate que les Canadiens et les Canadiennes redoutent moins l'éventualité d'une guerre et craignent moins qu'avant certaines menaces militaires. Comme l'ont montré les précédents sondages de l'Institut, il n'y a plus beaucoup de Canadiens et de Canadiennes qui envisagent une attaque soviétique, et encore moins qui craignent, autant qu'il y a quelques années, une guerre mondiale ou un conflit nucléaire.

À la question, posée ces trois dernières années, de savoir quelle est actuellement la plus grande menace militaire pour la paix mondiale, la population canadienne a répondu de façon étonnamment uniforme (voir le tableau I). D'aucuns considèrent que la principale menace vient des actions soviétiques (5 p. 100); et il y en a autant, sinon plus, qui en disent de même des États-Unis (9 p. 100). La plupart des personnes interrogées

estiment que les plus graves dangers viennent des conflits régionaux ou de la prolifération nucléaire (25 et 40 p. 100 respectivement). Quant aux 21 p. 100 restants, ils citent la course aux armements. Les seules tendances discernables sur trois ans sont une augmentation de 10 p. 100 du nombre de personnes qui mentionnent la prolifération nucléaire comme étant une menace importante pour la paix mondiale, et un déclin régulier, quoique peu marqué, du nombre de celles qui font état de la course aux armements entre les puissances nucléaires.

Tableau I Principales menaces militaires pour la paix mondiale

	1987	1988	1989
Actions soviétiques	5 %	5 %	5 %
Actions américaines	8 %	11 %	19 %
Course aux armements	27 %	23 %	21 %
Prolifération nucléaire	29 %	32 %	40 %
Conflits régionaux	31 %	28 %	25 %
	100 %	99 %	100 %

Sources : Sondages 1987, 1988 et 1989 de l'ICPSI. L'énoncé des questions et les catégories de réponses ont été légèrement modifiés en 1989. Certains pourcentages ayant été arrondis, il est possible que les totaux ne donnent pas toujours 100 p. 100.

Envisagés indépendamment de toute autre question, les risques d'une guerre nucléaire dans les dix prochaines années n'apparaissent que minimes pour les Canadiens et les Canadiennes, puisque seulement 19 p. 100 des personnes interrogées estiment un tel conflit probable ou très probable d'ici dix ans. Un quart des personnes interrogées (25 p. 100) pensent qu'une guerre nucléaire est peu probable, alors qu'une majorité d'entre elles (56 p. 100) l'estiment improbable. Les gens ont probablement plus confiance de vivre une décennie sans conflit nucléaire qu'à l'époque du dernier sondage de l'ICPSI, où 30 p. 100 des enquêtés ont dit craindre un conflit d'ici vingt-cinq ans; il faut dire que cet écart est peut-être dû en partie au fait que le délai proposé dans la question cette année a été raccourci (voir la figure 1).

Cette tendance va tout à fait dans le sens des réponses données par la population canadienne, lors de divers sondages réalisés depuis 1989, à la question de savoir si les risques de guerre nucléaire étaient plus grands ou moins grands «qu'il y a dix ans». La proportion d'enquêtés ayant répondu «plus grands» est passé de deux personnes sur trois au début des années 1980, à une sur trois dans l'édition 1989 du sondage de l'ICPSI (voir le tableau II).

Tableau II : Le risque de guerre nucléaire par rapport à il y a dix ans

	1982	1987	1988
Plus grand	65 %	44 %	27 %
Aucun changement	14 %	31 %	26 %
Moins grand	17 %	25 %	46 %
	96 %	100 %	99 %

Sources : Sondage 1982 du Canadian Institute of Public Opinion; sondages 1987 et 1988 de l'ICPSI. Il est possible que les totaux ne donnent pas toujours 100 p. 100 en raison du fait que certains pourcentages ont été arrondis et que certaines personnes n'ont pas répondu.

Les Canadiens et les Canadiennes se sentent peut-être plus en sécurité dans un monde où un affrontement entre les grandes puissances semble beaucoup moins probable, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne perçoivent aucune menace. En réalité, ils sont surtout préoccupés par le fait que des pays n'appartenant ni à l'OTAN ni au Pacte de Varsovie détiennent des armes nucléaires. C'est ce qui apparaît très clairement quand on leur demande dans quelles conditions de telles armes pourraient être employées. Ici, l'utilisation de la technique dite d'«analyse des facteurs», établissant une corrélation entre les réponses des enquêtés et une série de questions données, permet de dégager trois scénarios différents.

D'abord, dans un scénario «non conventionnel», ce serait des terroristes ou une petite puissance engagée dans un conflit régional qui utiliseraient des armes nucléaires. La plupart des Canadiens et des Canadiennes optent pour ce scénario. Soixante-quinze

pour cent d'entre eux considèrent le recours à de telles armes par des terroristes comme probable ou très probable, tandis que 69 p. 100 disent craindre dans une certaine mesure de voir éclater de leur vivant des conflits nucléaires régionaux.

Deuxièmement, il y a le scénario de la «guerre nucléaire accidentelle», qui serait déclenchée par le lancement de missiles nucléaires par inadvertance ou à cause d'une défaillance technique. Ici, le pourcentage de personnes interrogées envisagant sérieusement ce scénario est inférieur -- 45 p. 100, pour être précis -- à celui des personnes qui envisagent le recours aux armes nucléaires par des intervenants autres que les superpuissances.

Troisième et dernier scénario, celui des «superpuissances», qui reprend les hypothèses de la Guerre froide : une attaque surprise contre l'Europe ou les États-Unis, ou le risque de voir un conflit régional dégénérer en affrontement nucléaire entre les superpuissances. Ce dernier scénario apparaît comme le moins probable. Trente-deux pour cent des personnes interrogées estiment probable ou très probable l'éventualité d'une attaque nucléaire par suite de l'intervention des superpuissances dans un conflit régional, tandis que 27 p. 100 d'entre elles seulement craignent que cela ne se produise après une invasion de l'Europe par les Soviétiques, invasion qui dégénérerait en guerre nucléaire. En revanche, 20 p. 100 estiment qu'une attaque contre les États-Unis est probable jusqu'à un certain point. Au moins 83 p. 100 des enquêtés répondent que l'URSS n'attaquera pas les États-Unis avec des armes nucléaires.

Dans le même ordre d'idées, rares sont ceux qui pensent que l'URSS constitue une menace militaire de plus en plus grave et qu'elle présente un «danger réel et immédiat» pour l'Amérique du Nord, que ce soit sur le plan conventionnel ou nucléaire. Un sixième seulement des personnes interrogées (17 p. 100) le pensent. Plus de 80 p. 100 d'entre elles sont d'avis contraire. Il y a un peu plus de deux ans, après la parution, en juin 1987, du Livre blanc de la défense du gouvernement fédéral sur la défense, les Canadiens et les Canadiennes semblaient encore moins convaincus qu'une attaque soviétique représentait la plus grave menace pour leur sécurité, comme le document susmentionné l'affirmait.

En outre, la plupart des personnes interrogées semblent plutôt penser que les événements récents attestent assez clairement d'un changement en URSS. En tous cas, les Canadiens et les Canadiennes paraissent moins craindre cette superpuissance. Près de six personnes sur dix (57 p. 100) trouvent l'Union soviétique moins menaçante qu'il y a quelques années. Trente-trois pour cent seulement des personnes interrogées prétendent que cette menace n'a pas changé, et moins d'une personne sur dix estime qu'elle s'est accentuée.

L'amélioration des relations Est-Ouest dont témoignent les rencontres au sommet désormais nombreuses entre M. Gorbatchev et certains dirigeants occidentaux (MM. Reagan, Kohl et Mitterrand, M^{me} Thatcher et, dernièrement, MM. Mulroney et Bush) influe également sur l'opinion de la plupart des Canadiens et Canadiennes, dont 66 p. 100 estiment que les principaux pays vont coopérer étroitement à l'avenir. Moins d'un quart (23 p. 100) des personnes interrogées ne prévoit aucun changement dans le climat des relations internationales, et les 12 p. 100 restants sont plus pessimistes encore.

Aussi encourageante que soit l'opinion de cette majorité, la population canadienne (peut-être en raison d'une longue et amère expérience historique) doute qu'il puisse régner en Europe une paix permanente. Sans qu'on leur demande de citer des raisons en particulier, les personnes interrogées ont répondu à la question de savoir si une guerre classique en Europe était désormais impossible. La plupart d'entre elles (60 p. 100) ont répondu par la négative. Les autres, soit 40 p. 100, ont indiqué que cela était possible, mais une poignée de gens seulement (5 p. 100) a exclu complètement l'éventualité d'un conflit.

Malgré l'évolution des perceptions traditionnelles à l'égard de l'Union soviétique par rapport à l'époque de la Guerre froide, les Canadiens et les Canadiennes ne sont pas encore prêts à dire que la Guerre froide est finie. Même si une personne sur six (15 p. 100) prétend que la guerre n'est pas finie, la moitié seulement des personnes interrogées sont d'avis contraire. La plupart d'entre elles, soit au moins 79 p. 100, estiment que nous sommes toujours en période de Guerre froide, quoiqu'à un degré moindre.

Même si cet antagonisme s'estompe, l'idée de célébrer la victoire semble néanmoins malvenue. À la question de savoir qui avait gagné la Guerre froide, en supposant qu'elle fût finie ou qu'elle diminuât d'intensité, une majorité de Canadiens et de Canadiennes (54 p. 100) ont répondu que ni l'un ni l'autre camp n'avait remporté la victoire. Un pourcentage légèrement inférieur d'enquêtés (40 p. 100) a déclaré que, dans un sens, les deux camps avaient gagné. L'Occident n'a été déclaré vainqueur que par une petite minorité de personnes (5 p. 100), et les Soviétiques par moins de gens encore.

LES PERCEPTIONS DES MENACES NON MILITAIRES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Vu cette diminution générale, déjà sensible lors des précédents sondages de l'ICPSI, du nombre de menaces datant de la Guerre froide, l'un des objectifs essentiels du sondage de l'Institut en 1989 a été d'étudier ce que la population canadienne considère maintenant comme étant les grands dangers. Si les guerres, telles qu'elles sont traditionnellement définies et déclenchées sont désormais hautement improbables et, de ce fait, considérées comme moins importantes, on peut se demander si elles ont été remplacées, dans l'esprit de l'opinion publique, par d'autres menaces pour la paix et la sécurité.

Les dernières années ont été marquées par de nombreuses tendances qui ont contribué à saper cette vision de la Guerre froide, notamment la décrispation du discours Est-Ouest, le mouvement de réforme en Union soviétique et chez ses alliés du Pacte de Varsovie en Europe de l'Est, et les récents accords de désarmement tels que le Traité sur les FNI signé en 1987. Parallèlement, l'opinion est de plus en plus sensibilisée aux dommages causés à l'environnement, dont elle parle de plus en plus; mentionnons en particulier les problèmes tels que la détérioration de la couche d'ozone, l'«effet de serre» et l'élimination des déchets dangereux. En outre, des sujets tels que les déficits budgétaires, les risques de récession, la montée du protectionnisme commercial, l'instabilité sur les marchés de change et les places boursières du monde entier, n'ont cessé de susciter des questions, sans parler de problèmes déjà anciens, mais de plus en plus graves et inquiétants, comme le trafic international de la drogue.

On a demandé aux personnes interrogées de classer, par ordre de gravité, trois catégories de menaces potentielles auxquelles le Canada est actuellement confronté, à savoir les menaces militaires, économiques et environnementales. D'une façon générale,

les Canadiens et les Canadiennes semblent beaucoup plus nombreux à penser que les problèmes économiques et environnementaux sont beaucoup plus graves que les menaces militaires. En fait, au moins huit personnes sur dix (83 p. 100) placent les menaces militaires au dernier rang, et moins d'une personne sur dix estime qu'elles sont les plus graves. Il y a un peu plus de Canadiens et de Canadiennes (51 p. 100) qui donnent la toute première priorité aux questions environnementales par rapport à ceux qui accordent le premier rang aux menaces économiques (43 p. 100).

Au lendemain d'une campagne électorale bruyante et profondément diviseuse, dominée par une question de politique extérieure, soit le «libre-échange», malgré une élection pendant laquelle on s'est servi, des deux côtés, d'arguments relatifs aux périls économiques guettant le Canada, et alors même que le débat continue sur les avantages et les inconvénients de l'Accord de libre-échange, il est intéressant de souligner que les Canadiens et Canadiennes ne font pas des questions économiques la question prédominante.

Quand on demande aux personnes interrogées d'évaluer l'importance relative de ces trois types de menaces au cours des dix prochaines années, les problèmes environnementaux dominent davantage encore (voir la figure 2). Soixante-six pour cent des enquêtés estiment que la pollution et d'autres questions connexes devraient figurer en tête de la liste des priorités gouvernementales du Canada d'ici dix ans. Par contre, 28 p. 100 seulement des personnes interrogées placent les menaces économiques en tête. Seule une poignée de gens (7 p. 100) ont déclaré que les menaces militaires classiques représenteraient pour le Canada le plus grave danger dans dix ans.

Les Canadiens et Canadiennes n'ont pas toujours accordé une telle priorité aux questions d'environnement. Ainsi, dans un sondage d'opinion réalisé en 1984 par l'organisme Goldfarb pour le ministère des Affaires extérieures, la protection de l'environnement arrivait nettement troisième par ordre d'importance comme thème de la politique étrangère du Canada, après la paix et la croissance économique mondiales.

Dans une autre série de questions, ces trois grands types de menaces ont été assortis de neuf sources plus précises de menaces pour la sécurité du Canada. Étaient notamment mentionnés la menace d'une grande guerre, la pauvreté et la faim dans les pays en développement, la criminalité internationale, la propagation des maladies, la

pollution mondiale, les différends commerciaux à l'échelle planétaire, les violations des droits de la personne, l'instabilité économique internationale et le terrorisme. Les réponses à ces questions plus précises correspondent, pour l'essentiel, aux résultats d'ensemble signalés précédemment (voir la figure 3).

Même s'il n'était pas demandé aux personnes interrogées de classer les sujets de préoccupation par ordre d'importance les uns par rapport aux autres, on peut faire un classement d'ensemble en fonction de l'importance accordée en moyenne à chacun d'entre eux. Viennent en tête les menaces que représentent la pollution mondiale et la criminalité internationale. Plus de 80 p. 100 des enquêtés estiment que ces deux menaces sont, jusqu'à un certain point, aussi graves l'une que l'autre. Les proportions de personnes interrogées qui attachent énormément d'importance à la pollution et à la criminalité sont respectivement de 54 et 51 p. 100, sans compter environ les deux-tiers des enquêtés qui ont répondu que ces questions étaient toutes deux très importantes. Les personnes n'accordant que peu d'importance à ces problèmes constituent une faible minorité.

Récemment, les médias se sont beaucoup intéressés à des sujets tels que le réchauffement de la planète, les pluies acides, les déversements de pétrole et les cartels de la drogue en Colombie. Le syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) et les incertitudes économiques ont aussi constitué des thèmes de préoccupation prépondérants au cours des derniers mois. Ces tendances se retrouvent d'ailleurs dans les réponses aux questions du sondage. Parmi les personnes interrogées, 39 et 33 p. 100 respectivement estiment très importante et extrêmement importante la propagation internationale des maladies. Les enquêtés en pensent autant de l'instabilité financière et monétaire internationale -- 48 p. 100 d'entre eux la jugent très importante et 26 p. 100, extrêmement importante, tandis que 27 p. 100 disent qu'elle n'est pas importante ou assez importante. Vient ensuite le risque de différends commerciaux, jugé important par 69 p. 100 des enquêtés, tandis que les 32 p. 100 restants ne l'estiment que de peu de conséquence.

Parmi quatre autres menaces possibles, on trouve en tête le terrorisme (32 p. 100 et 34 p. 100 respectivement des personnes interrogées l'estiment extrêmement important et très important). D'une façon générale, les enquêtés attribuent relativement peu d'importance au risque d'une grande guerre, puisque 59 p. 100 d'entre eux seulement estiment que la guerre constitue une menace importante. Quarante pour cent des

enquêtés disent ne lui attacher que peu d'importance, voire aucune. Les seuls problèmes sur la liste qui, dans l'ensemble, sont classés comme étant moins importants que la guerre sont les droits de la personne, la pauvreté et la faim. Cinquante-six pour cent des Canadiens et des Canadiennes estiment que les violations des droits de la personne constituent, pour la sécurité de leur pays, une menace extrêmement grave ou très importante, tandis que 44 p. 100 seulement disent la même chose des dangers issus de la pauvreté dans le tiers-monde. Même si ces deux derniers problèmes exigent sans doute une solution, la population canadienne n'estime pas qu'ils représentent des dangers pour la sécurité nationale.

En construisant un indice spécial pour évaluer l'importance relative de ces différentes questions, on obtient plus ou moins le même profil des préoccupations actuelles des Canadiens et des Canadiennes (voir le tableau III).

Tableau III Importance relative des problèmes internationaux

	Indice (max. 100)
Pollution mondiale	98
Criminalité internationale	95
Propagation des maladies	86
Instabilité financière et monétaire	85
Terrorisme	83
Différends commerciaux	82
Grande guerre	80
Violations des droits de la personne	77
Pauvreté et faim	69

Remarque : L'indice représente un maximum théorique de 100, en vertu duquel 50 p. 100 des enquêtés estiment le problème «extrêmement important», et l'autre moitié, «très important».

Même si les Canadiens et les Canadiennes se disent le plus souvent très préoccupés par les différents problèmes envisagés, certaines thèmes retiennent l'attention plus que d'autres. Une faible majorité d'entre eux continue de citer en premier lieu les menaces militaires conventionnelles, et ce sont ces mêmes personnes qui ont tendance à craindre le terrorisme. Une confortable majorité de personnes interrogées pensent que les

menaces économiques (instabilité économique et différends commerciaux) représentent un grave danger, tandis qu'une minorité est d'avis contraire. La plupart des Canadiens et des Canadiennes estiment que la pollution, la criminalité et les maladies sont des problèmes importants. Dans ce dernier cas, on pourrait également parler de problèmes socio-politiques transnationaux (qui touchent tous les États et qui ne sont le fait d'aucun d'entre eux en particulier) et qui mettent en péril la sécurité des individus et des groupes plus que celle de l'État même.

Autre catégorie de problèmes qui se dégage ici : la pauvreté, les droits de la personne, le terrorisme et la criminalité. Les personnes qui se disent préoccupées par ces quatre problèmes semblent établir des liens entre eux; ils peuvent, par exemple, estimer que le trafic international de la cocaïne et le terrorisme interethnique découlent de la pauvreté et du manque de respect pour les droits de la personne. Il s'agit par conséquent de problèmes internationaux, ayant une certaine dimension Nord-Sud, puisqu'ils sont attribuables aux privations économiques et sociales.

L'opinion des personnes interrogées atteste, ailleurs dans le sondage, de l'évolution des grands problèmes internationaux. Les réactions des enquêtés face à l'énoncé «Les moyens économiques jouent désormais un rôle plus important que les moyens militaires quand il s'agit d'évaluer l'influence d'un pays dans le monde actuel» sont clairement unanimes. La grande majorité des Canadiens et des Canadiennes estime que la puissance militaire n'est plus un instrument de pouvoir aussi efficace sur l'échiquier international. En fait, 16 p. 100 à peine des personnes interrogées ne croient pas à la primauté de la puissance économique.

Il fait peu de doute, au vu des sondages et d'autres indicateurs, que la plupart des Canadiens et Canadiennes sont conscients de problèmes de pollution «locaux» aussi familiers que les pluies acides et la présence de produits chimiques toxiques dans les Grands Lacs. Il semblerait aussi qu'ils reconnaissent la gravité, à l'échelle planétaire, d'une série de problèmes environnementaux. Apparemment, la population canadienne adhère à un thème clé du rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (le rapport Brundtland), à savoir qu'il faut élargir l'entière notion de sécurité dans son acception traditionnelle (axée sur les dangers politiques et militaires menaçant la souveraineté nationale) pour y englober les répercussions croissantes des tensions environnementales». En outre, les personnes interrogées ne mentionnent pas que

les menaces reliées à l'environnement; elles citent aussi les menaces socio-économiques et les menaces militaires moins classiques, auxquelles elles attribuent autant d'importance.

LES PERCEPTIONS DES SUPERPUISSANCES

Comme l'ont montré les sondages précédents de l'ICPSI, les opinions des Canadiens et des Canadiennes au sujet de l'Union soviétique et des États-Unis ne tiennent plus de simples stéréotypes manichéens de l'époque de la Guerre froide. En réalité, la plupart d'entre eux voient les deux superpuissances sous un jour soit essentiellement positif, soit essentiellement négatif. Cette tendance à envisager les deux Grands d'un même point de vue, soit carrément positif, soit, plus couramment, carrément négatif, est un phénomène frappant des années 1980 que traduit nettement l'opinion non seulement des Canadiens et des Canadiennes, mais aussi des Allemands, des Britanniques et des citoyens d'autres pays occidentaux.

La réponse à la question suivante : «L'Union soviétique est-elle à peu près satisfaite de sa puissance ou de son influence dans le monde actuel, ou essaie-t-elle d'étendre sa zone d'influence ?» est également révélatrice d'un certain aspect de l'opinion que se font les Canadiens et les Canadiennes au sujet de l'URSS. En 1989, 57 p. 100 des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative à cette question, tandis que 44 p. 100 ont déclaré que l'URSS ne continuait pas de renforcer sa puissance ni d'étendre sa zone d'influence. A la même question concernant cette fois les velléités des États-Unis, les enquêtés ont répondu de façon plus catégorique en disant que ce pays cherche vraiment à accroître sa puissance. Les deux tiers (68 p. 100) des répondants se sont dits de cet avis.

Ces deux mêmes questions avaient déjà été posées dans le sondage de l'ICPSI de 1987, comme dans celui de 1988, sous une forme à peu près identique. L'énoncé de la question en 1988 était le suivant : «Croyez-vous que l'Union soviétique (ou les États-Unis) cherche(nt) surtout à dominer le monde ou à assurer sa (leur) propre sécurité nationale ?» Seule une minorité (39 p. 100 des personnes interrogées pour l'URSS et 33 p. 100 pour les É.-U.) a répondu que les deux Grands visaient surtout à dominer le monde.

En 1987 comme en 1989, les personnes interrogées ont choisi de répondre que l'objectif des deux superpuissances était d'«étendre leur zone d'influence», ce qui est en fait un énoncé plus subtil et plus ambigu que «dominer le monde». Il y a deux ans, huit personnes sur dix avaient estimé que les États-Unis comme l'URSS étaient déterminés à étendre leur pouvoir ou leur influence. Si le nombre de ceux selon qui l'Amérique cherche à étendre son influence a diminué d'environ 10 p. 100 depuis 1987, la proportion de ceux qui attribuent de pareilles visées à l'Union soviétique a baissé de 20 p. 100. La différence entre ces deux années montre qu'il y a probablement aujourd'hui peu de Canadiens et de Canadiennes enclins à penser des superpuissances qu'elles cherchent ouvertement à dominer le monde et que, parallèlement, le nombre de ceux d'après qui les deux Grands visent à élargir leur sphère d'influence diminue (voir la figure 4).

L'une des raisons motivant ces opinions tient peut-être au fait que les gens pensent couramment que les deux superpuissances ont des moyens militaires à peu près équivalents. Onze pour cent seulement des répondants estiment les États-Unis plus forts que leur adversaire traditionnel, tandis que 29 p. 100 jugent l'Union soviétique plus puissante. Une majorité d'enquêtés cependant (60 p. 100) croient à une parité des forces entre l'Est et l'Ouest.

Non seulement la majorité des répondants pensent que les deux superpuissances ont autant d'armes l'une que l'autre, mais ils croient aussi à une symétrie qualitative à peu près parfaite entre les deux. Dans le questionnaire, on a énuméré une série de caractéristiques et, pour chacune d'entre elles, on a demandé aux personnes interrogées de dire si elle s'appliquait plus à l'URSS ou aux États-Unis, également aux deux pays, ou si elle ne valait pour aucun des deux. Quatre énoncés ont été proposés aux enquêtés. Dans tous les cas sauf un, le groupe le plus nombreux, représentant un peu plus de 40 p. 100 des personnes interrogées, a déclaré que les énoncés s'appliquaient également aux deux pays -- c'est-à-dire que tous deux veulent dominer le monde (42 p. 100), qu'ils sont disposés à négocier sur la plupart des différends (44 p. 100), qu'ils sont dignes de confiance autour d'une table de négociations (43 p. 100) et qu'ils utilisent la force militaire pour atteindre leurs objectifs (43 p. 100).

Les changements survenus dans la façon dont la population canadienne perçoit les superpuissances sont particulièrement frappants ici. Le même jeu de questions figurait dans un sondage réalisé en 1984 au Canada par la United States Information Agency. A

l'époque, la moitié moins de gens, soit moins d'une personne sur quatre, pensait que les États-Unis et l'URSS avaient la même volonté de négocier ou étaient aussi dignes de confiance l'un que l'autre dans des négociations. Et beaucoup moins encore estimaient que les deux Grands cherchaient également à dominer le monde ou qu'ils étaient prêts à employer la force.

Toutefois, l'opinion publique canadienne ne considère pas que les deux superpuissances se valent exactement, du moins relativement à ces actions et motivations. Beaucoup plus de gens pensent que c'est l'URSS, et non les États-Unis, qui emploie la force militaire (42 p. 100) et cherche à dominer le monde (26 p. 100); les pourcentages correspondants sont respectivement de 9 et de 20 p. 100 dans le cas des États-Unis. De même, les Canadiens et les Canadiennes sont beaucoup plus nombreux à penser que les États-Unis sont plus disposés à négocier (49 p. 100) que l'URSS et qu'ils sont plus dignes de confiance que cette dernière dans des négociations (38 p. 100), contre 5 et 3 p. 100 respectivement dans le cas de l'URSS.

Dans deux questions afférentes à la fiabilité des superpuissances dans le contexte des négociations, il y a un peu plus de personnes qui ont déclaré que les dirigeants soviétiques, en particulier, veulent véritablement parvenir à une réduction des armements (55 p. 100), contre 44 p. 100 seulement pour les chefs de gouvernement américains. Si l'on compare avec les réponses faites à cette même question au cours des sondages précédents de l'ICPSI, le seul changement intéressant à souligner tient au fait que l'impression des Canadiens et des Canadiennes au sujet des États-Unis a peu changé depuis un ou deux ans, mais que l'image des dirigeants soviétiques s'améliore lentement, mais sûrement. (Voir la figure 5.)

Même si elle semble désormais moins craindre la menace militaire soviétique, la population canadienne n'est pas encore tout à fait convaincue que l'URSS n'est qu'une puissance ordinaire et pacifique. Plus de deux personnes interrogées sur trois (68 p. 100) ne sont pas d'accord ou pas du tout d'accord pour dire que «l'Union soviétique est une nation pacifique, qui ne souhaite se battre que si elle pense devoir se défendre». En dépit de l'évolution évidente survenue ces derniers temps en Union soviétique et malgré le fait que les Canadiens et les Canadiens perçoivent différemment la menace soviétique, il est manifeste qu'ils ne sont pas encore complètement prêts à accepter que l'URSS n'est

plus ce qu'elle a été depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou qu'elle ne pourrait pas le redevenir.

LE DEGRÉ DE CONFIANCE DANS LES GRANDES PUISSANCES ET DANS LEURS DIRIGEANTS

Dans la logique d'une nouvelle définition de la sécurité, les gens croient de plus en plus, depuis deux ans, les superpuissances capables de régler les problèmes mondiaux. D'environ une personne sur quatre qui, en 1987, croyait beaucoup ou énormément aux capacités de l'Union soviétique en la matière, on est passé aujourd'hui à plus d'un Canadien ou Canadienne sur deux (52 p. 100). Et alors que seulement une personne sur trois environ accordait la même confiance aux États-Unis en 1987, c'est aujourd'hui deux personnes sur trois qui le font (67 p. 100). (Voir la figure 6.)

En outre, une bonne moitié des personnes interrogées (54 p. 100) lors du sondage de l'ICPSI, soit avant le récent sommet américano-soviétique, disent que depuis quelque temps, l'URSS leur inspire davantage confiance. Chez 40 p. 100 des enquêtés, le degré de confiance est resté le même. Dans le cas des États-Unis, 14 p. 100 seulement des enquêtés avouent avoir une meilleure opinion de notre voisin du Sud, et un peu plus (20 p. 100) prétendent qu'ils se font désormais une moins bonne opinion des États-Unis. Les deux tiers restants disent que leur opinion n'a pas changé.

Ces différents chiffres relatifs à la confiance qu'inspirent les superpuissances à l'opinion publique corroborent la tendance actuelle qui consiste, pour l'opinion publique, à avoir la même impression (positive ou négative) des deux superpuissances.

S'il y a une nation que les Canadiens et les Canadiennes perçoivent carrément sous un mauvais jour, c'est la République populaire de Chine (RPC). Quelques mois après l'opération de force menée par le gouvernement de Beijing à la suite des manifestations du Mouvement pour la démocratie, plus des quatre cinquièmes des personnes interrogées indiquent n'avoir que peu, très peu ou aucune confiance dans la RPC. En réalité, sur les six pays au sujet desquels la «question de confiance» a été posée aux enquêtés, la Chine est le seul au sujet duquel une majorité de personnes interrogées ont exprimé une opinion négative.

Par contre, une majorité de Canadiens et de Canadiennes placent une grande, sinon une immense confiance, dans le Japon et dans la République fédérale d'Allemagne pour ce qui est du règlement des problèmes mondiaux actuels (55 p. 100 dans chaque cas). Au moins 67 p. 100 des personnes interrogées ont une même confiance dans les capacités du gouvernement canadien pour ce qui est des affaires internationales.

Dans le cadre du sondage de 1989, l'ICPSI a également demandé aux répondants dans quelle mesure les grands de ce monde leur semblaient dignes de confiance. Après avoir bénéficié, dans un grand nombre de pays occidentaux, de ce que l'on pourrait appeler une campagne médiatique souvent très positive, M. Gorbatchev est arrivé quatrième dans un peloton de six dirigeants. Au moins les trois quarts des Canadiens et des Canadiennes le trouvent très ou assez digne de confiance (13 p. 100 dans le premier cas, 63 p. 100 dans le deuxième). Étant donné que les dirigeants soviétiques ont presque toujours été mal perçus au cours des décennies précédentes, la transformation paraît remarquable. Par ailleurs, si les publics occidentaux ont vraiment été pris, comme le veut la sagesse populaire, de «gorbimanie», ce quatrième rang semble quasi réservé, relativement parlant. Une fois de plus, le fait que le public semble avoir une meilleure opinion de l'Union soviétique ne veut pas nécessairement dire qu'il accorde d'emblée sa bénédiction au pays et à ses dirigeants.

Parmi les autres dirigeants, le président Bush arrive deuxième. Principale différence entre lui et son homologue soviétique : 21 p. 100 d'enquêtés estiment le successeur de Reagan digne de confiance -- soit 8 p. 100 de plus que pour Gorbatchev. Soixante-trois pour cent des enquêtés estiment Bush au moins assez digne de confiance.

Si 83 p. 100 des personnes interrogées disent faire énormément ou assez confiance au président des États-Unis, elles sont un peu moins (74 p. 100) à approuver la politique étrangère qu'il mène depuis son arrivée à la Maison-Blanche. L'énoncé des questions ayant changé, il nous a été impossible de faire des comparaisons directes avec les «notes» attribuées à Ronald Reagan par la population canadienne, mais il semble que le titulaire actuel, avec son calme et son plus grand pragmatisme, plaise beaucoup plus que son prédécesseur. (Voir à la figure 7 la comparaison entre les différentes perceptions des dirigeants des superpuissances aujourd'hui et il y a deux ans.)

Au risque d'en surprendre quelques-uns, les Canadiens et les Canadiennes font de Margaret Thatcher le chef de gouvernement le plus digne de confiance. (Il faut remarquer à cet égard que le sondage de 1989 s'est déroulé aux mois de septembre et d'octobre, bien avant les altercations survenues entre M^me^ Thatcher et ses homologues, et en particulier, entre elle et le premier ministre Mulroney, lors du Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth en Malaysia, et avant la récente démission du Chancelier de l'Échiquier du gouvernement britannique, geste qui semble avoir terni quelque peu l'image de M^me^ Thatcher au Royaume-Uni). Trente-six pour cent des Canadiens et des Canadiennes trouvent Margaret Thatcher très digne de confiance, tandis que 51 p. 100 l'estiment assez digne de confiance.) Il y a peut-être une majorité de la population canadienne qui aime ou n'aime pas la «Dame de fer», mais une chose est certaine : elle est respectée.

La proportion de gens qui estiment le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le nouveau premier ministre japonais Kaifu assez dignes de confiance est un plus élevée que dans le cas de M^me^ Thatcher (65 et 63 p. 100 respectivement), mais le pourcentage de ceux qui les trouvent très dignes de confiance est moindre. Ainsi, les pourcentages totaux d'évaluations positives sont inférieurs dans les deux cas à ceux de Thatcher (79 et 70 p. 100 respectivement).

Même si une majorité d'enquêtés estiment le premier ministre Mulroney très ou assez digne de confiance, il arrive bon dernier par rapport à ses homologues des autres pays. Cinquante-cinq pour cent seulement des personnes interrogées le considèrent comme très ou assez digne de confiance, très loin derrière Thatcher (87 p. 100), Bush (84 p. 100), Kohl (79 p. 100), Kaifu (70 p. 100) et même Gorbatchev (76 p. 100). Au nombre des observations que ces chiffres appellent, mentionnons que les Canadiens et les Canadiennes semblent particulièrement intransigeants à l'égard des leurs, comme on le leur reproche parfois.

LES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE POLITIQUES AU SEIN DE L'ALLIANCE

i) La limitation des armements et le désarmement

En particulier depuis le Sommet de Washington en décembre 1987 et la signature du Traité sur les FNI, la collectivité internationale semble nourrir de nouveaux espoirs aux

chapitres de la limitation des armements et des accords de désarmement. Quoique partageant manifestement les mêmes espoirs, l'opinion publique canadienne n'est ni profondément pessimiste, ni naïve à ce sujet.

La plupart des personnes interrogées (86 p. 100) sont d'accord pour dire que «nous ne pourrons jamais abolir les armes nucléaires, car les connaissances nécessaires à leur fabrication seront toujours connues». Les Canadiens et les Canadiennes ne semblent pas se bercer d'illusions ni espérer vivre un jour dans un monde totalement dénucléarisé même si, comme l'a montré le sondage de l'ICPSI en 1988, cet objectif est jugé souhaitable.

D'une façon générale, le problème le plus urgent et le plus difficile qui se pose à l'Alliance atlantique en matière de limitation des armements et de désarmement depuis le Traité sur les FNI en décembre 1987 consiste à savoir ce que l'on doit faire des armes nucléaires à courte portée en Europe. L'énoncé présenté aux personnes interrogées par l'ICPSI était le suivant : «... certains disent que les armes nucléaires à courte portée (moins de 500 km) devraient aussi être supprimées. D'autres disent que l'OTAN a absolument besoin de ses armes nucléaires à courte portée pour empêcher une attaque soviétique, car les pays occidentaux accusent une certaine faiblesse sur le plan des armes conventionnelles (non nucléaires).» On a ensuite demandé aux enquêtés de choisir entre trois formules. Un quart (24 p. 100) disent qu'il faudrait au moins garder et moderniser un certain nombre de missiles. En revanche, la moitié des personnes interrogées souhaite l'élimination immédiate de toutes les armes nucléaires à courte portée des blocs de l'Est et de l'Ouest, tandis que 25 p. 100 enfin préconisent une réduction négociée de ces armes, une fois que les Soviétiques auront réduit leurs forces conventionnelles.

Ceux qui prônent l'élimination des forces nucléaires à courte portée en Europe sont très probablement persuadés que le désarmement ne créera pas un climat d'insécurité. La plupart des personnes interrogées par l'ICPSI (55 p. 100) n'estiment pas que le démantèlement d'une partie, voire de la totalité, des armes nucléaires pourrait porter atteinte à la sécurité et «accroître les dangers de guerre en rendant un conflit plus probable». Les 45 p. 100 restants, soit une proportion non négligeable, sont dans une certaine mesure d'avis contraire.

De la même façon, seule une minorité de Canadiens et de Canadiennes estime que de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement saperaient les fondements de la dissuasion. La plupart d'entre eux ne sont pas d'accord avec ce deuxième énoncé : «Le simple fait de réduire de moitié environ les arsenaux nucléaires américain et soviétique pourrait placer l'Occident dans une position défavorable ou l'empêcher de riposter comme il le devrait en cas d'attaque nucléaire.» La moitié des personnes interrogées se sont dites «en désaccord» avec cette affirmation, tandis que 13 p. 100 y étaient fortement opposées. Il est possible, estime-t-on, de préserver l'intégrité de la force occidentale de dissuasion nucléaire même avec un stock d'armements ainsi réduit. Cependant, il ne faudrait pas en conclure pour autant (pour en revenir à la question précédente) que les dangers de guerre conventionnelle n'augmenteraient pas.

ii) La défense et la dissuasion

Tout comme elle estime que le conflit Est-Ouest constitue une menace de moins en moins grave et que les moyens militaires jouent désormais un rôle moins important, la grande majorité des Canadiens et des Canadiennes (76 p. 100) croit également que l'Occident ne devrait pas viser à la supériorité militaire. De plus, elle est dans l'ensemble unanime sur ce que devrait être l'équilibre militaire. Une majorité écrasante d'enquêtés, soit 83 p. 100, estime qu'aucune des deux superpuissances ne devrait avoir un avantage sur l'autre. Seule une petite minorité (15 p. 100) préféreraient voir les États-Unis en position de supériorité.

En 1989, les opinions des personnes interrogées relativement à la dissuasion nucléaire sont, dans une certaine mesure, plus ambiguës. D'une part, la plupart des Canadiens et des Canadiennes semblent trouver crédible la menace de représailles en cas d'attaque nucléaire. Plus de neuf personnes sur dix sont persuadées que les États-Unis se serviraient de leurs forces stratégiques s'ils étaient la cible d'armes nucléaires. Nulle autre question du sondage n'a suscité de réponse aussi nette.

Et s'il y avait une attaque contre les alliés d'Europe occidentale ? Les États-Unis n'ont jamais vraiment été disposés à intervenir dans les conflits européens et, en dépit des événements d'après-guerre, on se demande encore ce qu'il adviendrait de l'engagement américain vis-à-vis de la défense de l'Europe si les États-Unis eux-mêmes n'étaient pas menacés. Il reste que la plupart des Canadiens et des Canadiennes sont certains que

Washington aurait recours à ses propres armes nucléaires pour riposter en cas d'agression nucléaire de l'autre côté de l'Atlantique. Malgré une chute de près de 30 p. 100 par rapport aux chiffres positifs relevés pour la question précédente, il y a tout de même 68 p. 100 des personnes interrogées qui sont de cet avis.

Autre question à laquelle les enquêtés ont dû répondre : «Quel est le scénario qui vous paraît le plus probable à l'avenir : la dissuasion nucléaire va échouer et nous aurons une guerre nucléaire un jour ou l'autre, ou la dissuasion nucléaire va fonctionner, et nous n'aurons jamais de guerre nucléaire ?» Au moins 71 p. 100 des personnes interrogées croient au succès de la dissuasion. Quant aux autres, on peut supposer qu'elles s'attendent à une guerre tôt ou tard.

D'autre part, l'efficacité de la dissuasion en tant qu'instrument de maintien de la paix ne fait pas autant l'unanimité que voudraient nous le faire croire un grand nombre des tenants de cette doctrine. Un peu plus de la moitié seulement (56 p. 100) des personnes ayant participé au sondage sont d'accord pour dire que, s'il n'y a pas eu jusqu'ici de grande guerre mondiale depuis 1945, c'est essentiellement grâce aux arsenaux nucléaires. Quarante-quatre pour cent au moins des enquêtés mettent en doute cette affirmation.

Vu le fardeau que les États-Unis continuent de supporter, l'incertitude relative quant à la participation éventuelle des Américains à un conflit limité en Europe et la reprise des économies européennes au cours des dernières années, certains observateurs aux États-Unis et ailleurs dans le monde ont exhorté les pays européens membres de l'OTAN à moins compter sur le soutien de l'Amérique du Nord pour assurer leur défense et à y mettre un peu plus du leur. Au moins trois personnes sur quatre interrogées par l'ICPSI (78 p. 100) partagent cette opinion. Dans la mesure où ces résultats peuvent être comparés avec les réponses faites à une question légèrement différente posée dans la version 1987 du sondage, il semblerait que cette opinion soit un peu plus répandue au Canada qu'elle ne l'était il y a deux ans.

LES PRÉFÉRENCES AU SUJET DES POLITIQUES CANADIENNES

L'évolution évidente de la perception canadienne des menaces pesant sur la sécurité, combinée au fait que l'opinion publique reste un tant soit peu sceptique quant à la pérennité de la paix, a conduit le gouvernement canadien à adopter un ensemble de positions disparates sur des questions de politique telles que les dépenses en matière de défense, le maintien de forces canadiennes en Europe, l'acquisition de nouvelles capacités militaires, les nouveaux concepts de défense, et les relations avec les États-Unis sur des problèmes de politique étrangère.

Quand le gouvernement Mulroney a annoncé, au printemps dernier, son intention de réduire les dépenses fédérales en matière d'aide extérieure et de défense, le public n'a guère protesté sur le moment, et les résultats du sondage de l'ICPSI montrent que seule une minorité de personnes interrogées s'opposent aux compressions. Ajoutons par ailleurs que la défense ne s'en sort pas mieux que l'aide extérieure.

Dans une de ses questions, le sondage évoquait le nouveau budget fédéral, puis demandait si le gouvernement aurait dû réduire l'aide extérieure plutôt que les budgets de défense ou l'inverse, réduire les deux davantage, réduire les deux moins, ou procéder à d'autres compressions à la place. Environ une personne sur quatre a dit préférer des réductions plus importantes dans les deux postes (10 p. 100) ou d'autres mesures de compression budgétaire (16 p. 100). La même proportion d'enquêtés environ aurait préféré que le gouvernement ne réduise que les dépenses de défense (21 p. 100), tandis qu'un autre quart aurait plutôt opté pour des réductions dans le budget de l'aide extérieure, et non dans celui de la défense (24 p. 100). Étant donné par ailleurs qu'un bon quart des personnes interrogées (29 p. 100) auraient voulu une réduction plus importante des dépenses tant au chapitre de la défense que dans le domaine de l'aide extérieure, une majorité de Canadiens et de Canadiennes sont favorables aux compressions annoncées au moins (si ce n'est plus) dans les budgets de la défense et de l'aide extérieure.

Interrogés plus précisément sur la flotte de sous-marins nucléaires qui devait être achetée pour la marine canadienne, les enquêtés ont été un peu plus nombreux à se dire contre la proposition que pour (52 contre 48 p. 100). Quant au plan révisé visant l'achat

d'une flotte de sous-marins à propulsion conventionnelle, il ne compte pas plus de partisans (50 p. 100), et autant de personnes le dénoncent (50 p. 100).

Si ces résultats semblent suggérer que l'opinion publique canadienne est favorable à une réduction des moyens nationaux en matière de défense, cette conclusion n'est pas confirmée par les réponses aux différentes questions du sondage sur l'OTAN et sur les forces canadiennes en Europe. Par ailleurs, le fait pour les Canadiens et les Canadiennes de préconiser pour l'Europe un effort de défense plus indépendant (voir ci-dessus) ne se traduit pas non plus automatiquement par un soutien en faveur d'un retrait des troupes canadiennes stationnées en Europe. L'opinion publique canadienne ne favorise pas l'isolationnisme. Seule une petite minorité des personnes interrogées (14 p. 100) n'attache que peu d'importance à la participation du Canada à l'OTAN. Les autres la trouvent assez importante, sinon très importante. La population canadienne reste favorable à l'OTAN. (Au moins 89 p. 100 des Canadiens et des Canadiennes disent avoir entendu parler de l'Organisation.)

Fait plus révélateur encore, les Canadiens et les Canadiennes se disent très en faveur du maintien de forces canadiennes en Europe, et ce soutien n'a pas failli depuis 1987, année où la question a été posée pour la dernière fois dans le sondage de l'ICPSI. Une personne sur quatre environ (24 p. 100) déclare que les forces canadiennes devraient être réduites ou retirées, tandis que les trois autres souhaitent leur maintien au niveau actuel, sinon leur accroissement. (Les totaux pour ces personnes étaient respectivement de 59 et de 17 p. 100).

À la question de savoir si ces troupes devraient être réduites au cas où l'Est et l'Ouest conviendraient de réduire sensiblement les forces militaires classiques stationnées en Europe, au moins 41 p. 100 des personnes interrogées ont déclaré que les effectifs canadiens devraient être maintenus à leur niveau actuel. (Le libellé précisait, mais sans assez insister au gré des experts militaires, que des réductions importantes du nombre des soldats canadiens risquaient de faire perdre aux unités visées leur efficacité militaire.) Un tiers environ (35 p. 100) des personnes interrogées sont favorables à une réduction des forces canadiennes dans une proportion égale à celle du reste des troupes stationnées en Europe, alors qu'un quart des enquêtés (24 p. 100) préfèrent un retrait total.

En matière de politique de défense, les Canadiens et les Canadiennes semblent traditionalistes dans un autre sens. Ils sont toujours disposés à défendre l'Europe s'il le fallait. Près de six personnes sur dix (58 p. 100) affirment que l'emploi de troupes canadiennes se justifierait si l'Europe occidentale était envahie. Les autres, soit quatre personnes sur dix, sont d'avis contraire. La proportion de Canadiens et de Canadiennes réticents est considérablement plus élevée qu'aux États-Unis, si l'on en croit les résultats d'un sondage CBS-New York Times réalisé en mai 1989.

Parallèlement, la population canadienne est sceptique quant à certaines nouvelles idées concernant la sécurité européenne, du moins pour ce qui est, par exemple, de la défense «non provocatrice» ou de la «défense défensive». Les personnes interrogées pensent que cette notion, dont il est beaucoup question en Europe aujourd'hui, a pour objet de «nous débarrasser d'armes qui pourraient servir à attaquer la partie adverse, alors que seules des armes non menaçantes resteraient dès lors en service». Moins d'une personne sur trois (33 p. 100) trouvent l'idée «valable»; les autres (67 p. 100) pensent qu'il est impossible d'avoir des armes à des fins uniquement défensives.

Placés devant un choix très clair, c'est-à-dire déclarer la guerre ou subir une défaite («si vous aviez à choisir entre livrer une guerre totale ou vivre en régime communiste, que décideriez-vous ?»), les Canadiens et les Canadiennes semblent dire que la volonté de résister au communisme, que ce soit en Europe ou chez eux, n'est plus ce qu'elle était à l'époque de la Guerre froide. Les personnes interrogées sont plus nombreuses à opter pour la deuxième solution; soixante et un pour cent d'entre elles disent qu'elles préféreraient vivre sous un régime communiste, tandis que les 39 p. 100 restants seraient encore prêts à se battre. Dans la mesure où l'on peut comparer directement entre elles les réponses à des questions formulées de façon quelque peu différente, il semble que la combativité des Canadiens et des Canadiennes ait quelque peu fléchi au cours des récentes décennies. Si l'on compare les résultats directement avec ceux du sondage CBS-New York Times de 1989, on voit qu'il y a beaucoup plus d'Américains qui, placés devant le même choix, préféreraient la guerre nucléaire à l'autre solution. La tendance est ici l'inverse de ce qu'elle est au Canada.

LE CANADA ET LES SUPERPUISSANCES

La dernière série de questions posées dans le cadre du sondage de 1989 portait sur les relations du Canada avec les superpuissances. Des enquêtes précédentes ont montré que le public canadien adopte une position systématiquement négative sur les armes nucléaires et toujours positive sur les politiques de limitation des armements. Ainsi, les Canadiens et les Canadiennes sont très favorables à un traité d'interdiction visant à limiter ou à supprimer les essais des armes nucléaires. L'opinion reste favorable, même quand la question est transformée de manière à porter sur les relations canado-américaines. À la question de savoir si le Canada «devrait préconiser activement un tel traité en dépit de l'opposition virulente des États-Unis, qui craignent un affaiblissement de la dissuasion nucléaire», environ six personnes interrogées sur dix (59 p. 100) disent que le gouvernement devrait effectivement faire tout ce qui est en son possible pour parvenir à une interdiction. À peu près trois personnes sur dix (29 p. 100) préféreraient que le Canada opte pour une diplomatie silencieuse -- à savoir, qu'il déploie des efforts discrets pour obtenir la sanction des Américains. Seule une petite minorité (soit 12 p. 100 des personnes interrogées) pense que le Canada ne devrait pas intervenir dans ce dossier.

À une autre question portant cette fois sur les relations avec les États-Unis, la majorité des personnes interrogées se sont déclarées favorables à une démarche plus prudente. La question était la suivante : «En supposant que le président des États-Unis annonce qu'il a envoyé des troupes pour défendre un pays contre une invasion en croyant agir dans l'intérêt des États-Unis, quelle devrait être la réaction des Canadiens et des Canadiennes ?» La grande majorité des personnes interrogées recommande au Canada de peser le pour et le contre de la décision afin de pouvoir tirer ses propres conclusions. Un Canadien ou Canadienne sur dix seulement est d'avis qu'il faudrait appuyer l'initiative américaine.

On voit ici l'existence d'un clivage entre le Canada et les États-Unis. À une question à peu près identique posée dans le cadre d'un sondage réalisé aux États-Unis vers la fin de 1988, l'opinion américaine s'était révélée presque également divisée entre ceux qui auraient appuyé leur président et ceux préconisant que l'on pèse le pour et le contre de sa décision. Que ce soit par pur patriotisme ou pour une autre raison, les

Américains sont quatre fois plus susceptibles que leurs voisins du Nord de croire qu'il leur incombe de se rallier derrière leurs dirigeants pour protéger la patrie.

Dans la mesure peut-être où, comme nous l'avons vu précédemment, les Canadiens et les Canadiennes se font à peu près la même opinion des deux superpuissances, la grande majorité d'entre eux, soit plus de huit personnes sur dix (83 p. 100) en fait, sont d'accord pour dire que le Canada devrait avoir des relations étroites avec les deux superpuissances, sans intervenir pour autant dans leurs différends. Les autres personnes interrogées désapprouvent cette attitude, à des degrés divers.

Les enquêtés ont par ailleurs été interrogés sur les relations canado-soviétiques et sur l'issue probable du Sommet qui se préparait au moment du sondage entre le premier ministre Mulroney et le président Gorbatchev. En ce qui a trait à la récente visite de Brian Mulroney en URSS, la grande majorité des Canadiens et des Canadiennes -- soit 90 p. 100 au total -- préconise un renforcement de la coopération bilatérale. Les opinions divergent cependant sur les domaines de cette collaboration. Les réponses les plus fréquemment choisies sont les suivantes : les relations Est-Ouest, le développement des échanges entre les deux pays et la promotion du commerce bilatéral. (Les scores totaux ont été de 34 p. 100, de 28 p. 100 et de 27 p. 100 respectivement.) Une poignée seulement de Canadiens et de Canadiennes pensent que leur pays et l'URSS devraient faire de la limitation des armements et de la recherche dans l'Arctique des thèmes prioritaires.

Rares sont les Canadiens et les Canadiennes qui nourrissaient beaucoup d'espoirs relativement au Sommet; en fait, beaucoup n'en attendaient pas grand-chose. Quelques personnes (6 p. 100) pensent que le voyage du premier ministre canadien va contribuer considérablement à la paix internationale. Environ 40 p. 100 des personnes interrogées sont d'avis que ce déplacement ne revêt aucune importance à ce chapitre. Une petite majorité (55 p. 100) pense que ce voyage va avoir un effet relativement important.

CARACTÉRISTIQUES PERSONNELLES

Si la discussion précédente des résultats d'ensemble du sondage nous en dit long sur les attitudes de la population canadienne relativement aux questions de paix et de sécurité, elle ne permet pas de savoir dans quelle mesure les réponses varient en fonction de caractéristiques personnelles ou démographiques propres aux personnes interrogées.

Pour ce faire, il faut analyser chaque série d'attitudes en fonction de ventilations démographiques. Nous allons reprendre ici les quatre mêmes catégories qu'au cours des deux dernières années -- la langue, la région, l'âge et le sexe des personnes interrogées. Les résultats ont également été étudiés en fonction d'une autre variable, soit le revenu du ménage. La présente analyse n'ayant pas pour but de comparer les résultats des années précédentes avec ceux de 1989, il suffit de mentionner qu'il y a eu peu de changements depuis 1987 dans la nature générale des caractéristiques démographiques.

Nous ne résumerons ci-dessous que les résultats importants du point de vue statistique, c'est-à-dire ceux qui attestaient de différences dignes de mention relativement aux attitudes des divers groupes démographiques; les résultats figurent aux tableaux de l'annexe B. Les résultats sont généralement, quoique pas toujours, regroupés de la même façon que dans le cadre de la discussion des résultats exposée précédemment. Nous aborderons donc les perceptions des menaces militaires, des menaces non militaires, des superpuissances, des grandes puissances et de leurs dirigeants, ainsi que les préférences de l'opinion relativement aux politiques de l'Alliance occidentale et du Canada.
(Pour faciliter la consultation, on a disposé les tableaux de l'annexe B suivant l'ordre que les questions avaient dans le questionnaire.)

Comme pour les deux autres sondages, l'ICPSI a inséré dans son questionnaire de 1989 une question sur la connaissance des événements internationaux. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une question démographique, il est intéressant néanmoins de voir comment les personnes interrogées se notent. Dix-neuf pour cent d'entre elles disent suivre l'actualité internationale de très près, 49 p. 100 d'assez près, 29 p. 100 d'assez loin, et 4 p. 100 prétendent ne pas s'y intéresser du tout. Même si l'énoncé de la question a été quelque peu modifié depuis le dernier sondage -- dans les sondages précédents, on avait demandé aux personnes interrogées dans quelle mesure elles se

croyaient bien informées alors qu'en 1989, on leur a demandé de dire avec quelle assiduité elles suivaient l'actualité internationale --, les réponses sont quasi identiques.

i) Langue

Même si les attitudes des Canadiens et des Canadiennes à l'égard des problèmes internationaux ont considérablement changé, on continue de remarquer dans l'opinion publique nationale une différence sensible entre les francophones et les anglophones, et c'est là un phénomène existant depuis longtemps. (Voir les tableaux A1 à A8 de l'annexe B.)

Cette différence ressort dans les réponses aux questions sur les risques de guerre aux cours des dix prochaines années et sur la plus grave menace militaire pesant sur la paix. Les Canadiens français ont tendance à être plus pessimistes quant à l'éventualité d'une guerre alors que, parallèlement, ils incriminent à cet égard la course aux armements, qu'ils considèrent comme le principal «ennemi» de la paix. S'ils sont plus certains de vivre la prochaine décennie sans conflit nucléaire, les Canadiens de langue anglaise sont plus enclins que les autres à craindre les problèmes afférents à la prolifération des armes nucléaires.

De la même façon, les anglophones et les francophones ne sont pas d'accord sur les circonstances où l'on risquerait de recourir aux armes nucléaires. Les anglophones seraient un peu plus portés à dire que les conflits régionaux pourraient être à l'origine d'un conflit nucléaire, tandis que les Canadiens français optent beaucoup plus souvent pour des scénarios traditionnels -- une attaque soviétique contre les États-Unis, une invasion de l'Europe de l'Ouest par l'URSS et un conflit américano-soviétique dans d'autres régions qui dégénérerait en guerre nucléaire. Compte tenu de ces divergences d'opinion, il n'est peut-être pas surprenant que, dans le sondage de 1989, les Canadiens français fassent un peu moins confiance aux États-Unis et à l'URSS. Ils craignent davantage la menace militaire soviétique pesant sur l'Amérique du Nord, ils sont un peu moins enclins à penser que cette menace s'est atténuée dans les dernières années, et ils attendent moins de changement dans la coopération entre les superpuissances.

Le contraste apparaît également entre les opinions des deux groupes linguistiques sur les deux superpuissances et sur les autres grandes nations. Les francophones tendent à faire moins confiance à l'une et l'autre superpuissance. D'une façon générale, les anglophones sont mieux disposés envers les deux Grands, quoique pas à tous les égards.

Les Canadiens anglais ont plus tendance à penser que les États-Unis sont plus puissants militairement parlant, que l'URSS cherche à dominer le monde et qu'elle est prête à recourir à la force pour arriver à ses fins. En outre, les anglophones sont plus portés à croire que les États-Unis et l'URSS sont satisfaits de leur influence actuelle, à dire que les dirigeants soviétiques souhaitent le désarmement, et à faire plus confiance qu'avant aux initiatives des superpuissances sur les questions de politique étrangère. Sur ces questions, les Canadiens français sont plus enclins à dire qu'il existe un équilibre entre les moyens militaires des États-Unis et ceux de l'URSS, tout en affirmant soit que les deux Grands cherchent à dominer le monde et sont prêts à recourir à la force militaire, soit que l'URSS est moins susceptible de viser la domination mondiale et que ce pays est moins disposé que les É.-U. à se servir de son influence militaire. De même, les Canadiens français sont moins portés à penser que les dirigeants soviétiques veulent le désarmement et que les deux Grands sont satisfaits de leur influence actuelle dans le monde. A ces opinions, il faut ajouter que les Canadiens de langue française ont aussi moins confiance dans les É.-U. et en l'URSS, et qu'ils sont moins portés à envisager l'URSS différemment depuis quelque temps. Quant à la question des autres grandes puissances (et à celle portant sur Bush et Thatcher), les anglophones sont aussi plus positifs que les francophones, sauf pour ce qui est des opinions sur le Canada, où l'on constate quelques différences importantes.

Dans la mesure où ils tendent à avoir une attitude plus négative à l'égard des superpuissances que les Canadiens anglais, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les Canadiens français placent les menaces militaires relativement haut dans la liste des dangers possibles. Or, tel n'est pas le cas. En raison peut-être des récentes controverses au Québec sur l'élimination des BPC et d'autres problèmes de pollution, les francophones sont beaucoup plus portés à dire que l'environnement doit être la priorité des décideurs canadiens d'aujourd'hui. (Il n'y a pas beaucoup de différence entre les réponses des francophones et des anglophones à la question de savoir quelle sera la plus grave menace pour les Canadiens et les Canadiennes dans dix ans.) Par ailleurs, les

Canadiens anglais se préoccupent davantage de questions commerciales, mais seulement de façon marginale.

Le clivage linguistique dans l'opinion canadienne n'est pas si marqué au sujet des politiques que l'Alliance occidentale devrait suivre. Le contraste le plus prononcé concerne la question de savoir si les armes nucléaires sont indispensables pour prévenir la guerre. Les Canadiens anglophones sont beaucoup plus portés à dire que ces armes sont nécessaires à la dissuasion. Mais ici s'arrêtent les différences sensibles. Sur les questions de l'importance de la puissance économique par rapport à la puissance militaire, de la nécessité pour l'Occident de s'évertuer à acquérir une supériorité militaire, et du bien-fondé d'une défense européenne plus indépendante, les Canadiens français tendent à être un peu plus catégoriques -- que ce soit un accord complet ou un désaccord complet -- mais dans l'ensemble, le nombre de ceux qui sont d'accord et de ceux qui ne le sont pas est à peu près équivalent, indépendamment de l'appartenance linguistique de la personne interrogée, qu'elle soit francophone ou anglophone.

Toutefois, on constate des différences d'opinion plus intéressantes entre francophones et anglophones sur les questions concernant la politique canadienne. Les anglophones sont plus nombreux à vouloir réduire le budget de l'aide extérieure, à connaître l'OTAN, à être très favorables à la participation canadienne à cette organisation et à penser qu'il faudrait augmenter les forces canadiennes en Europe. De la même façon, les francophones sont plus nombreux à préférer une réduction du budget de la défense, à rejeter l'acquisition de sous-marins nucléaires, le retrait ou la réduction des forces canadiennes en Europe, et à préférer vivre sous un régime communiste plutôt que de faire la guerre. Ils ont aussi plus tendance à penser que la visite du premier ministre Mulroney à Moscou favorisera la paix.

ii) Région

En général, et pour des raisons évidentes, les opinions des francophones correspondent étroitement à celles des Québécois et des Québecoises. On constate cependant, dans les attitudes et les perceptions, des différences régionales intéressantes qui vont au-delà de celles existant entre le Québec et le reste du pays. Par souci de commodité, nous avons divisé le pays en quatre régions pour examiner ces variations d'opinion : les

provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et l'Ouest. (Voir les tableaux B1 à B7 de l'annexe B.)

Il y quelques questions pour lesquelles cela vaut la peine de noter brièvement des attitudes qui sont propres à certaines régions du Canada. Par exemple, c'est en Colombie-Britannique surtout que l'on semble penser que les pires menaces pesant sur le Canada sont d'ordre économique, mais quand la menace d'instabilité économique est envisagée en tant que telle, le contraste entre la côte ouest et le reste du Canada n'est pas si évident. Les Ontariens sont ceux qui craignent le moins la menace d'une grande guerre, mais ils pensent qu'une intervention militaire canadienne en Europe occidentale serait justifiée en cas d'invasion.

En ce qui concerne les Maritimes, il y a un certain nombre de différences qui méritent d'être notées. Les habitants des Maritimes sont plus portés à craindre le terrorisme, à penser que les États-Unis sont supérieurs à l'URSS quant à la puissance militaire totale, à faire davantage confiance au premier ministre Mulroney, et à être favorables à la participation du Canada à l'OTAN et à l'accroissement des forces canadiennes en Europe. Les répondants de la côte Atlantique tendent à être plus nombreux que les autres, ce qui est peut-être compréhensible, à se dire en faveur de l'acquisition de nouveaux sous-marins pour la marine canadienne.

Ces résultats sont peut-être intéressants en eux-mêmes, mais il n'existe pas de tendance d'opinion bien définie qui caractérise une région en particulier, si ce n'est les différences prévisibles entre le Québec et le reste du pays. On constate cependant qu'à partir de l'Ontario jusqu'à la côte Ouest, les enquêtés tendent à avoir une vision légèrement plus positive sur l'évolution de la politique mondiale, tandis que ceux des régions du Québec et de l'Atlantique ont des opinions quelque peu plus négatives.

Cette tendance est évidente quand on regarde les questions portant sur l'évaluation des menaces. Les gens de l'Est, tels que nous les avons définis ci-dessous, citent plus souvent les menaces suivantes : le risque de guerre, le risque d'un recours aux armes nucléaires dans le cadre d'une attaque soviétique contre l'Amérique du Nord, et le recours aux armes nucléaires dans un conflit entre les deux Grands découlant d'un différend régional. De l'Ontario au Pacifique, les personnes interrogées sont plus susceptibles de penser que l'Amérique du Nord n'a pas à craindre la menace militaire

soviétique, que celle-ci s'est en fait estompée par rapport à il y a quelques années, et que l'on devrait s'attendre à l'avenir à un renforcement de la coopération entre les nations.

On retrouve cette même différence entre l'Est et de l'Ouest du Canada dans les réponses à la question sur le degré de confiance qu'inspirent les superpuissances. En Ontario, dans les Prairies et sur la côte Ouest, les personnes interrogées sont plus portées à dire qu'elles font confiance aux États-Unis, à l'URSS et à la République fédérale d'Allemagne. Ce sont aussi elles qui auraient le plus tendance à dire que leur confiance en l'URSS a augmenté ces temps derniers. Au Québec et dans la région de l'Atlantique, les répondants ont tendance à dire qu'ils ne font pas plus confiance qu'avant à l'URSS. Même s'ils hésitent plus à parler de transformation de la menace soviétique, les gens de l'Est sont parallèlement plus disposés à vivre en régime communiste si le seul autre choix était de déclarer une guerre.

iii) Sexe

Le sexe des personnes interrogées semble constituer un important facteur de distinction pour un grand nombre des questions du sondage 1989 de l'ICPSI, à savoir celles concernant la nature des menaces pour la paix, les opinions relatives aux puissances mondiales, et les préférences en matière de politiques. (Voir les tableaux C1 à C6 de l'annexe B.)

Pour ce qui est des menaces pour la paix en général (pas nécessairement les menaces militaires), les femmes sont plus portées à craindre les problèmes socio-économiques comme la pauvreté, la propagation des maladies et les violations des droits de la personne. Les hommes ont plus tendance à minimiser les risques de guerre et un recours aux armes nucléaires qui ferait intervenir directement les superpuissances. Ils sont plus enclins à considérer que les conflits régionaux constituent la principale menace militaire pour la paix, tandis que les femmes citent en premier la course aux armements. Dans le même ordre d'idées, les femmes sont plus portées à craindre que les Soviétiques fassent usage de leurs armes nucléaires dans le cadre d'une attaque surprise ou par inadvertance, et à dire que l'URSS constitue une menace pour l'Amérique du Nord. En outre, il semble que les hommes soient plus nombreux à penser que la menace soviétique s'estompe et que les perspectives de coopération internationale s'améliorent.

Cette division entre les attitudes masculine et féminine se retrouve également dans les opinions relatives aux grandes puissances. Les hommes font plus confiance à la RFA et au Japon, tout en étant plus portés à dire que leur opinion des deux superpuissances s'est améliorée récemment. Ils sont aussi plus susceptibles de souscrire à la politique étrangère du président Bush.

En ce qui concerne les politiques, les femmes sont légèrement plus enclines à craindre que le désarmement ne laisse l'Occident sans défense, mais elles ont moins tendance à envisager favorablement la dissuasion nucléaire. Ce sont plutôt les hommes qui pensent plus souvent que les armes nucléaires sont essentielles à la dissuasion et que celle-ci va finalement réussir à prévenir la guerre. Dans cette mesure, on peut dire que les hommes sont plus portés à adopter des positions plus traditionnelles en matière de politique étrangère. Ils sont aussi plus disposés à se battre s'ils devaient choisir entre une guerre nucléaire totale et la vie sous un régime communiste.

iv) Âge

Aux fins de la présente analyse, les personnes interrogées ont d'abord été divisées en trois tranches d'âge : les moins de 35 ans, les personnes âgées de 35 à 54 ans, et les plus de 54 ans. D'une façon générale, c'est entre les plus jeunes et les plus vieux que les écarts sont les plus marqués. (Voir les tableaux D1 à D6 à l'annexe B.)

Avant d'en venir là toutefois, il faut dire qu'il y a un certain nombre d'exceptions. Les personnes âgées de 35 à 54 ans sont plus portées que leurs aînées ou leurs cadettes à exclure l'éventualité d'une guerre conventionnelle en Europe, à penser que les États-Unis sont plus disposés à négocier que l'URSS en cas de différend, et à croire que la politique étrangère du président Bush est digne de compliments.

Quand on regarde la majorité des questions relatives aux menaces pour lesquelles les réponses varient fortement en fonction de l'âge, on constate que plus la personne interrogée est jeune, plus les chances sont grandes pour qu'elle ait des opinions «traditionnelles» sur le système international ou, peut-être, qu'elle ait été plus touchée au début des années 1980 par les tensions entre les superpuissances. Au nombre de ces opinions traditionnelles, citons le fait de penser que la menace d'une grande guerre est

considérable pour le Canada, de croire à l'éventualité d'une guerre nucléaire dans les dix prochaines années, et de soutenir que le recours aux armes nucléaires se fera probablement dans le contexte d'une participation des superpuissances au conflit. En outre, plus la personne interrogée est âgée, plus elle est portée à penser que l'URSS ne constitue pas une menace pour l'Amérique du Nord, que la menace soviétique s'est atténuée par rapport à il y dix ans, que la coopération internationale va s'intensifier si les tendances actuelles se maintiennent, et que la criminalité internationale et la pauvreté du tiers-monde sont deux problèmes urgents.

Les perceptions des superpuissances varient quelque peu d'une tranche d'âge à l'autre. Les Canadiens et les Canadiennes plus jeunes tendent à penser moins de bien de Gorbatchev, que les États-Unis essaient d'étendre leur influence dans le monde, que les dirigeants soviétiques ne veulent pas le désarmement et que nous ne réussirons jamais à abolir les armes nucléaires. Les moins de 55 ans font relativement plus confiance au Canada pour ce qui est de sa capacité d'agir efficacement face aux problèmes mondiaux, tandis que leurs aînés sont plus portés à dire du premier ministre britannique, M^{me} Thatcher, qu'elle est très digne de confiance.

Les plus jeunes sont peut-être plus sceptiques quant aux bonnes intentions des deux superpuissances, et c'est peut-être pour cette raison qu'ils souhaitent davantage voir le désarmement se concrétiser. Les générations plus jeunes ne sont pas aussi portées que leurs aînées à dire que le désarmement accroîtrait les risques de guerre ou saperait l'efficacité de la force occidentale de dissuasion. Compte tenu de ces tendances, il n'est peut-être pas surprenant que les Canadiens et les Canadiennes plus jeunes soient par ailleurs relativement moins enclins à affirmer que les armes nucléaires sont indispensables à la dissuasion, et plus portés à dire que celle-ci est vouée à l'échec. Les répondants plus âgés préconisent à la fois une modernisation des armes nucléaires de courte portée en Europe et une défense européenne plus indépendante. Les Canadiens et les Canadiennes de plus de 55 ans seraient aussi plus disposés que les autres à faire la guerre plutôt que de vivre sous la férule communiste.

v) Revenu

Le cinquième critère d'analyse des variations démographiques retenu pour le sondage de 1989 est le revenu du ménage interrogé. Cette variable a été divisée en quatre tranches de revenu avant l'analyse : les ménages gagnant moins de 20 000 $, entre 20 000 $ et 34 999 $, entre 35 000 $ et 59 999 $, et plus de 60 000 $. (Voir les tableaux E1 à E5 à l'annexe B.)

Parmi les tendances qui se dégagent en fonction des différents groupes de revenu, mentionnons que les personnes interrogées touchant moins de 20 000 $ par année sont les plus portées à dire que c'est en cas d'attaque surprise par l'Union soviétique contre l'Amérique du Nord, ou d'une invasion de l'Europe de l'Ouest par l'URSS que le recours aux armes nucléaires serait le plus probable. A l'autre extrémité du spectre, on trouve les ménages dont le revenu annuel dépasse 60 000 $ et qui sont les plus portés à penser que l'utilisation d'armes nucléaires par des terroristes ou des détraqués est improbable et qu'il y a très peu de risques pour que des conflits régionaux débouchent sur affrontement nucléaire entre les superpuissances. Les personnes dont le revenu est le plus élevé sont aussi plus enclines à penser que la coopération internationale va s'intensifier, tandis que les gens touchant des revenus plus faibles ont tendance à ne pas écarter la possibilité d'une guerre conventionnelle en Europe; ce sont aussi ceux qui, parmi les quatre catégories de revenu, ont le plus tendance à dire que la Guerre froide n'est pas finie.

Les menaces non militaires pour la paix les plus souvent citées par les répondants appartenant aux groupes des revenus les plus faibles sont la pauvreté et la faim dans le tiers-monde, la propagation des maladies à l'échelle internationale et les violations des droits de la personne.

En général, les enquêtés les plus nantis témoignent d'une attitude plus positive à l'égard des deux superpuissances. Ils sont portés à dire que l'URSS est satisfaite de son influence actuelle dans le monde et que les dirigeants américains et soviétiques souhaitent ensemble réaliser un véritable désarmement. Ils ont aussi plus tendance à penser que le Japon est bien placé pour régler les problèmes mondiaux contemporains et à dire que ces derniers temps, ils font plus confiance à l'URSS. Les gens plus pauvres, par contre, sont

plus enclins à dire que leur degré de confiance en ce dernier pays n'a pas changé par rapport à ce qu'il était.

Sur les questions de politique, les personnes à revenu plus faible tendent plus que les autres à penser que le désarmement risque de laisser l'Ouest sans défense et qu'il faudrait encourager un effort militaire plus vigoureux en Europe. En ce qui concerne par ailleurs les politiques canadiennes, les répondants gagnant moins de 20 000 $ préfèrent la solution qui consiste à encourager calmement les États-Unis à accepter une interdiction totale des essais, et ils pensent généralement que le Canada devrait resserrer ses relations avec les deux superpuissances. Si l'on compare les réponses des mieux lotis à celles des moins bien nantis, on constate que les ménages dont le revenu annuel est de plus de 60 000 $ par année sont beaucoup plus portés à penser qu'une intervention militaire du Canada serait justifiée si l'Europe occidentale était envahie. De la même façon, plus l'enquêté(e) touche un revenu élevé, plus il (elle) a tendance à se dire au courant de l'existence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

CONCLUSION

Cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et à la veille de la dernière décennie du XX^{e} siècle, les Canadiens et les Canadiennes redéfinissent leurs perceptions des menaces mondiales et de la sécurité. S'il est difficile, faute de données, de comparer directement les conceptions actuelles de la population canadienne à celles de la génération antérieure, il fait peu de doute que ces conceptions sont très différentes de celles des années soixante, par exemple.

Il est indéniable que les conceptions d'aujourd'hui ne se cantonnent pas à une définition étroite de la sécurité militaire; elles englobent non seulement des inquiétudes, de moins en moins grandes en général, concernant les menaces militaires classiques, mais aussi des préoccupations intéressant la fragilité de la dissuasion nucléaire, les défis économiques et les dangers environnementaux. Elles mettent en évidence la perception de menaces nouvelles, mais aussi traditionnelles, et elles reconnaissent la nécessité d'une sécurité commune, plutôt qu'uniquement nationale, dans un monde interdépendant.

Il semble que le public ait non seulement reconnu l'existence de menaces non traditionnelles, voire peu courantes, et en particulier celle de défis économiques, environnementaux et sociaux, mais aussi qu'il s'y soit intéressé d'une façon qui surprendrait de nombreux hommes et femmes d'État et dignitaires, et plus précisément ceux et celles qui participent à l'élaboration des politiques de défense.

L'émergence d'une concorde entre l'Est et l'Ouest, plus que d'une simple détente, suscite déjà des conceptions plus vastes et plus larges en matière de sécurité.

Il reste que la population canadienne n'est pas encore prête à se joindre à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui déclarent que la Guerre froide est officiellement terminée. De plus, la plupart des Canadiens et des Canadiennes sont cependant d'accord pour dire qu'elle n'est plus ce qu'elle était.

Mais malgré M. Gorbatchev et en dépit du fait que les Soviétiques n'ont pas attaqué l'Occident en plus de quarante ans, les Canadiens et Canadiennes ne sont toujours pas convaincus que l'URSS est une puissances pacifique et ordinaire. Pour parler familièrement, les Soviétiques lorgnent encore du côté de la Guerre froide.

Le nouveau «mode de pensée» des Canadiens et Canadiennes n'oublie toutefois pas les politiques traditionnelles; en fait, il prend en compte celles traitant de menaces qui, si elles s'estompent, n'ont pas entièrement disparu et ne disparaîtront probablement pas dans un avenir prévisible. Il se peut que la population canadienne n'ait pas la nostalgie de la Guerre froide, comme on en a accusé le gouvernement Bush récemment, mais elle ne s'est pas contentée non plus de changer d'oeillères au terme de cette dernière.

ANNEXE A

QUESTIONNAIRE ET RÉSULTATS DU SONDAGE*

Question : 1

A quel point diriez-vous que vous suivez les nouvelles en ce qui concerne les affaires internationales et les questions de politique étrangère? Diriez-vous que vous les suivez...

Réponse :

1.	de très près	18.9
2.	d'assez près	49.0
3.	pas de très près	28.5
4.	pas du tout	3.6
		100.0%

Question : 2

Lequel des développements militaires suivants constitue à votre avis la menace la plus grande pour la paix mondiale?

Réponse :

1.	Les actions soviétiques sur la scène internationale	5.4
2.	Les actions des États-Unis sur la scène internationale	9.0
3.	La course aux armements des superpuissances	20.6
4.	Les conflits régionaux ailleurs dans le monde	25.3
5.	Le déploiement des armes nucléaires dans les pays plus petits	39.7
		100.0%

Question : 3a)

Comment qualifieriez-vous la confiance que vous avez en l'aptitude des pays suivants à s'occuper prudemment des problèmes mondiaux actuels?

Réponse :

La République populaire de Chine

1.	Très grande	1.8
2.	Considérable	15.0
3.	Faible	36.9
4.	Très faible	30.6
5.	Aucune	15.7
		100.0%

* Les pourcentages ne tiennent pas compte des réponses «ne sait pas» et «pas de réponse».

Le Japon	
1. Très grande	8.2
2. Considérable	47.4
3. Faible	32.4
4. Très faible	8.4
5. Aucune	3.5
	99.9%
Les États-Unis	
1. Très grande	12.9
2. Considérable	53.9
3. Faible	26.1
4. Très faible	4.2
5. Aucune	2.9
	100.0%
L'Allemagne de l'Ouest	
1. Très grande	6.5
2. Considérable	48.4
3. Faible	33.1
4. Très faible	8.5
5. Aucune	3.5
	100.0%
Le Canada	
1. Très grande	18.1
2. Considérable	48.4
3. Faible	23.8
4. Très faible	7.2
5. Aucune	2.5
	100.0%
L'Union soviétique	
1. Très grande	6.6
2. Considérable	45.6
3. Faible	33.7
4. Très faible	10.2
5. Aucune	3.9
	100.0%

Question : 3b)

Votre confiance en l'aptitude des États-Unis à s'occuper des problèmes mondiaux a-t-elle augmenté dernièrement, diminué, ou est-elle restée à peu près la même?

Réponse :	
1. A augmenté	14.4
2. A diminué	20.3
3. Est restée la même	65.3
	100.0%

Question : 3c)

Et en ce qui concerne l'Union soviétique? Votre confiance en l'aptitude de l'URSS à s'occuper des problèmes mondiaux a-t-elle augmenté dernièrement, diminué, ou est-elle restée à peu près la même?

Réponse :

1.	A augmenté	53.5
2.	A diminué	6.6
3.	Est restée la même	39.8
		99.9%

Question : 4

Si les tendances actuelles des affaires internationales persistent, quelle est la chose qui va se passer, à votre avis, parmi ce qui suit?

Réponse :

1.	Une coopération accrue entre les principaux pays	65.5
2.	Une coopération réduite entre les principaux pays	12.0
3.	Aucun changement	22.5
		100.0%

Question : 5

Veuillez classer les trois menaces ci-dessous, de la plus grave affrontant le Canada à l'heure actuelle au niveau international, à la moins grave des menaces affrontant le Canada à l'heure actuelle au niveau international.

Réponse :

Menaces économiques

1.	Les plus graves	43.3
2.	Assez graves	46.4
3.	Les moins graves	10.3
		100.0%

Menaces de l'environnement

1.	Les plus graves	50.5
2.	Assez graves	43.3
3.	Les moins graves	6.2
		100.0%

Menaces militaires

1.	Les plus graves	6.1
2.	Assez graves	10.8
3.	Les moins graves	83.0
		100.0%

Question : 6

En pensant à dix ans d'ici, veuillez classer les trois menaces ci-dessous de la plus grave affrontant le Canada au niveau international à la moins grave affrontant le Canada au niveau international.

Réponse :

Menaces économiques		
1.	Les plus graves	28.3
2.	Assez graves	58.2
3.	Les moins graves	13.5
		100.0%
Menaces de l'environnement		
1.	Les plus graves	65.5
2.	Assez graves	25.6
3.	Les moins graves	8.9
		100.0%
Menaces militaires		
1.	Les plus graves	6.9
2.	Assez graves	15.9
3.	Les moins graves	77.2
		100.0%

Question : 7

Énumérés ci-dessous sont plusieurs problèmes internationaux qui peuvent affecter la sécurité du Canada. Pour chacun, veuillez mettre un "X" dans la case qui représente à quel point vous considérez l'importance de chaque problème international en tant que menace à la sécurité du Canada.

Réponse :

Une grande guerre		
1.	Extrêmement important	34.4
2.	Très important	25.3
3.	Assez important	27.8
4.	Pas important	12.4
		99.9%
La pauvreté et la faim dans les pays en voie de développement		
1.	Extrêmement important	14.2
2.	Très important	30.4
3.	Assez important	40.1
4.	Pas important	15.3
		100.0%

Le crime international tel que le trafic de la drogue

1.	Extrêmement important	50.5
2.	Très important	34.7
3.	Assez important	12.5
4.	Pas important	2.3
		100.0%

La propagation des maladies sur une échelle internationale

1.	Extrêmement important	33.1
2.	Très important	39.2
3.	Assez important	24.6
4.	Pas important	3.1
		100.0%

Les problèmes de pollution globale

1.	Extrêmement important	54.2
2.	Très important	35.7
3.	Assez important	9.3
4.	Pas important	0.8
		100.0%

Les conflits d'échange international et le protectionnisme

1.	Extrêmement important	21.6
2.	Très important	46.5
3.	Assez important	28.9
4.	Pas important	3.0
		100.0%

Les abus des droits de la personne

1.	Extrêmement important	19.9
2.	Très important	36.2
3.	Assez important	38.0
4.	Pas important	5.9
		100.0%

L'instabilité financière et monétaire internationale

1.	Extrêmement important	25.5
2.	Très important	47.9
3.	Assez important	25.0
4.	Pas important	1.6
		100.0%

Le terrorisme

1.	Extrêmement important	32.3
2.	Très important	33.9
3.	Assez important	28.8
4.	Pas important	5.0
		100.0%

Question : 8

Si vous pensez maintenant à la guerre nucléaire, à votre avis, quelle est la probabilité d'une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années?

Réponse :

1.	Très probable	4.1
2.	Probable	14.9
3.	Improbable	55.6
4.	Très improbable	25.4
		100.0%

Question : 9a)

Si un conflit nucléaire survient et que l'Amérique du Nord est attaquée avec des armes nucléaires, pensez-vous que les États-Unis se serviront ou ne se serviront pas de leurs propres armes nucléaires?

Réponse :

1.	S'en serviront	95.4
2.	Ne s'en serviront pas	4.6
		100.0%

Question : 9b)

Et si l'Europe est attaquée avec des armes nucléaires? Pensez-vous que les États-Unis se serviront ou ne se serviront pas de leurs propres armes nucléaires?

Réponse :

1.	S'en serviront	67.5
2.	Ne s'en serviront pas	32.5
		100.0%

Question : 10

Etes-vous d'accord ou pas d'accord sur le fait que les armes nucléaires sont essentielles à la prévention ou à la dissuasion d'une grande guerre mondiale?

Réponse :

1.	D'accord	56.2
2.	Pas d'accord	43.8
		100.0%

Question : 11

Que pensez-vous qu'il sera le plus probable à l'avenir -- que l'effet de dissuasion nucléaire échouera et que nous aurons une guerre nucléaire un jour ou l'autre ou que l'effet de dissuasion nucléaire réussira et que nous n'aurons jamais de guerre nucléaire?

Réponse :

1.	L'effet de dissuasion nucléaire échouera	29.5
2.	L'effet de dissuasion nucléaire réussira	70.5
		100.0%

Question : 12

Voici énumérées ci-dessous plusieurs manières dont l'usage d'armes nucléaires pourrait survenir. Pour chacune, veuillez indiquer quelle serait, à votre avis, la probabilité que cela ait lieu de votre vivant.

Réponse :

Les Soviétiques attaquent les États-Unis par surprise

1.	Très probable	2.8
2.	Probable	14.5
3.	Improbable	45.8
4.	Très improbable	36.9
		100.0%

Les Soviétiques envahissent l'Europe occidentale

1.	Très probable	2.8
2.	Probable	23.7
3.	Improbable	52.5
4.	Très improbable	21.0
		100.0%

Des terroristes ou un fou utilisent une arme nucléaire

1.	Très probable	23.3
2.	Probable	51.5
3.	Improbable	19.3
4.	Très improbable	5.9
		100.0%

Un pays autre que les États-Unis ou l'Union soviétique utilise une arme nucléaire dans un conflit régional

1.	Très probable	19.1
2.	Probable	50.2
3.	Improbable	25.4
4.	Très improbable	5.3
		100.0%

Les États-Unis ou l'Union soviétique sont entraînés dans un conflit régional, et leur participation mène à un échange nucléaire entre eux

1.	Très probable	6.4
2.	Probable	25.7
3.	Improbable	50.8
4.	Très improbable	17.1
		100.0%

Quelque machine tombe en panne ou quelqu'un fait une erreur et les armes nucléaires sont lancées par accident

1.	Très probable	8.8
2.	Probable	35.8
3.	Improbable	38.0
4.	Très improbable	17.4
		100.0%

Question : 13

Croyez-vous que la menace militaire de l'Union soviétique grandit constamment et qu'elle présente un danger réel et immédiat pour l'Amérique du Nord ou non?

Réponse :

1.	Oui	17.2
2.	Non	82.8
		100.0%

Question : 14

Pensez-vous que la menace de l'Union soviétique est plus grande, moindre ou à peu près la même qu'il y a quelques années?

Réponse :

1.	Plus grande	9.4
2.	Moindre	56.6
3.	A peu près la même	34.0
		100.0%

Question : 15

En ce moment, diriez-vous que les États-Unis sont...?

Réponse :

1.	Supérieurs en effectif militaire à l'Union soviétique	11.1
2.	Pas aussi forts que l'Union soviétique	29.4
3.	A peu près pareils	59.5
		100.0%

Question : 16

Qu'est-ce qui serait le mieux d'après vous?

Réponse :

1.	Que les États-Unis dominent en effectif militaire total	15.4
2.	Que l'Union soviétique domaine en effectif militaire total	2.0
3.	Que les deux superpuissances soient à peu près égales en effectif militaire total	82.6
		100.0%

Question : 17

Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la manière dont le président George Bush s'occupe de la politique étrangère américaine?

Réponse :

1.	Approuve	73.5
2.	Désapprouve	26.5
		100.0%

Question : 18

Les énoncés suivants pourraient s'appliquer aux États-Unis tout aussi bien qu'à l'Union soviétique. Pour chaque énoncé, veuillez indiquer à quel point vous croyez que l'énoncé s'applique aux deux pays.

Réponse :

Veut dominer le monde

1.	S'applique beaucoup plus aux États-Unis	9.8
2.	Un peu plus aux États-Unis	10.2
3.	Autant aux deux pays	41.5
4.	Un peu plus à l'Union soviétique	15.1
5.	Beaucoup plus à l'Union soviétique	11.3
6.	A aucun des deux pays	12.1
		100.0%

Est disposé à négocier dans la plupart des disputes

1.	S'applique beaucoup plus aux États-Unis	13.8
2.	Un peu plus aux États-Unis	34.6
3.	Autant aux deux pays	44.4
4.	Un peu plus à l'Union soviétique	4.2
5.	Beaucoup plus à l'Union soviétique	0.6
6.	A aucun des deux pays	2.4
		100.0%

Est digne de confiance dans les négociations

1.	S'applique beaucoup plus aux États-Unis	8.6
2.	Un peu plus aux États-Unis	28.5
3.	Autant aux deux pays	42.6
4.	Un peu plus à l'Union soviétique	2.9
5.	Beaucoup plus à l'Union soviétique	0.3
6.	A aucun des deux pays	17.2
		100.0%

Utilise sa force militaire pour atteindre ses buts

1.	S'applique beaucoup plus aux États-Unis	2.9
2.	Un peu plus aux États-Unis	6.3
3.	Autant aux deux pays	42.8
4.	Un peu plus à l'Union soviétique	28.5
5.	Beaucoup plus à l'Union soviétique	13.3
6.	A aucun des deux pays	6.2
		100.0%

Question : 19

Supposons que le président des États-Unis annonce qu'il a envoyé des troupes pour défendre un pays d'une invasion parce qu'il croit qu'il est dans l'intérêt national des États-Unis de le faire. Que devraient faire les Canadiens?

Réponse :

1.	Les Canadiens devraient soutenir l'action américaine	12.1
2.	Les Canadiens devraient immédiatement débattre le pour et le contre de la décision du président afin que nous puissions juger par nous-mêmes s'il a bien agi ou non	87.9
		100.0%

Question : 20a)

L'Union soviétique est-elle plus ou moins satisfaite de son pouvoir ou de son influence dans le monde aujourd'hui, ou essaye-t-elle d'augmenter l'étendue de son influence?

Réponse :

1.	Plus ou moins satisfaite	43.5
2.	Essaye d'augmenter l'étendue de son influence	56.5
		100.0%

Question : 20b)

Les États-Unis sont-ils plus ou moins satisfaits de leur puissance ou de leur influence dans le monde aujourd'hui ou essayent-ils d'augmenter l'étendue de leur influence?

Réponse :

1.	Plus ou moins satisfaits	32.1
2.	Essayent d'augmenter l'étendue de leur influence	67.9
		100.0%

Question : 21a)

Certaines personnes croient que les dirigeants soviétiques ne veulent pas réellement le désarmement. D'autres croient qu'ils veulent réellement le désarmement. Laquelle de ces opinions se rapproche le plus de la vôtre?

Réponse :

1.	Ne veulent pas le désarmement	45.1
2.	Veulent le désarmement	54.9
		100.0%

Question : 21b)

Certaines personnes croient que les dirigeants américains ne veulent pas réellement le désarmement. D'autres croient qu'ils veulent réellement le désarmement. Laquelle de ces opinions se rapproche le plus de la vôtre?

Réponse :

1.	Ne veulent pas le désarmement	56.4
2.	Veulent le désarmement	43.6
		100.0%

Question : 22

A votre avis, à quel degré les dirigeants suivants sont-ils dignes de confiance?

Réponse :

Le premier ministre britannique Margaret Thatcher

1.	Très digne de confiance	36.2
2.	Assez digne de confiance	50.8
3.	Pas très digne de confiance	9.5
4.	Pas du tout digne de confiance	3.4
		99.9%

Le chancelier de l'Allemagne de l'Ouest Helmut Kohl

1.	Très digne de confiance	13.6
2.	Assez digne de confiance	64.8
3.	Pas très digne de confiance	17.9
4.	Pas du tout digne de confiance	3.7
		100.0%

Le président américain George Bush

1.	Très digne de confiance	20.5
2.	Assez digne de confiance	62.6
3.	Pas très digne de confiance	12.7
4.	Pas du tout digne de confiance	4.2
		100.0%

Le premier ministre canadien Brian Mulroney

1.	Très digne de confiance	9.0
2.	Assez digne de confiance	45.7
3.	Pas très digne de confiance	30.6
4.	Pas du tout digne de confiance	14.8
		100.0%

Le premier ministre japonais Toshiki Kaifu

1.	Très digne de confiance	6.8
2.	Assez digne de confiance	62.5
3.	Pas très digne de confiance	26.8
4.	Pas du tout digne de confiance	3.9
		100.0%

Le chef soviétique Mikhaïl Gorbatchev

1.	Très digne de confiance	13.0
2.	Assez digne de confiance	63.3
3.	Pas très digne de confiance	19.4
4.	Pas du tout digne de confiance	4.3
		100.0%

Question : 23

Actuellement, il existe un traité international qui interdit les essais d'armes nucléaires au-dessus du sol. Certaines personnes ont suggéré qu'il devrait y avoir une interdiction de tous ces essais, y compris les essais souterrains.

Parmi les énoncés suivants, quel est celui qui se rapproche le plus de votre opinion de ce que le Canada devrait faire au sujet de cette question?

Réponse :

1.	Le Canada devrait insister activement pour une telle interdiction même si les États-Unis y sont profondément opposés et pensent que cela peut affaiblir l'effet de dissuasion nucléaire	59.3
2.	Le Canada devrait essayer discrètement d'obtenir l'accord américain en vue d'une telle interdiction	28.7
3.	Le Canada ne devrait pas s'occuper de cette question	11.9
		99.9%

Question : 24

Une nouvelle idée est de se débarrasser des armes qui pourraient être utilisées pour attaquer l'autre côté et de ne dépendre que d'armes non-menaçantes. Ceci s'appelle soit une «stratégie de défense non-provocatrice» ou une «sécurité commune».

Est-ce que l'idée de défense non-provocatrice ou de sécurité commune, c'est-à-dire de se débarrasser des armes pour attaquer l'autre côté et de ne dépendre que d'armes défensives non-menaçantes vous semble logique, ou pensez-vous qu'il est impossible d'avoir des armes à fins de défense seulement?

Réponse :

1.	Dépendre d'armes défensives non-menaçantes semble logique	33.0
2.	Il est impossible d'avoir des armes à fins de défense seulement	67.0
		100.0%

Question : 25a)

Avez-vous entendu parler de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord que l'on appelle l'OTAN?

Réponse :

1.	Oui	89.5
2.	Non	10.5
		100.0%

Question : 25b)

A votre avis, jusqu'à quel point la participation du Canada dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est-elle importante?

Réponse :

1.	Très importante	52.4
2.	Assez importante	33.7
3.	Pas très importante	13.9
		100.0%

Question : 25c)

Le Canada maintient actuellement des forces militaires en Europe en tant que membre de l'OTAN. Pensez-vous que...?

Réponse :

1.	L'effectif devrait être augmenté	16.9
2.	L'effectif est à peu près ce qu'il faut	58.6
3.	L'effectif devrait être réduit	10.4
4.	Toutes les forces militaires canadiennes en Europe devraient être retirées	14.1
		100.0%

Question : 26

Si l'Europe de l'Ouest devait un jour être envahie, cela justifierait-il l'engagement militaire du Canada, y compris l'usage des troupes canadiennes, ou non?

Réponse :

1.	Justifierait l'engagement militaire du Canada	58.2
2.	Ne justifierait pas l'engagement militaire du Canada	41.8
		100.0%

Question : 27

Les négociations actuelles sur les forces conventionnelles en Europe concernant les pays de l'OTAN et le bloc soviétique pourraient bientôt aboutir à un accord sur des réductions considérables de forces non nucléaires (c.-à-d. soldats, véhicules blindés, etc.).

Si cette réduction survient, le Canada a le choix de plusieurs options en ce qui concerne ses forces conventionnelles existantes en Europe. Laquelle des options suivantes exprime le mieux ce que le Canada devrait faire, selon vous?

Réponse :

1.	Laisser les forces canadiennes en Europe à leur niveau actuel parce qu'une plus petite unité ne pourrait être militairement efficace si le besoin surgissait	40.8
2.	Réduire les forces canadiennes existantes en Europe d'environ autant que la réduction de force générale (par exemple de 20% à 30%)	35.4
3.	Étant donné les réductions générales de l'Alliance, ramener au Canada toutes ses forces existantes de l'OTAN en Europe	23.9
		100.1%

Question : 28

Supposons que vous deviez prendre la décision entre mener une guerre nucléaire ou vivre sous le régime communiste. Que décideriez-vous?

Réponse :

1.	Mener une guerre totalement nucléaire	39.1
2.	Vivre sous le régime communiste	60.9
		100.0%

Question : 29

Pour chaque description ou énoncé ci-dessous, veuillez mettre un "X" dans la case qui représente à quel degré vous êtes d'accord ou en désaccord avec chaque description ou énoncé.

Réponse :

Le désarmement pourrait aboutir à une diminution de la sécurité parce que cela pourrait augmenter la menace de guerre en la rendant plus probable

1.	Tout à fait en désaccord	12.0
2.	En désaccord	43.4
3.	D'accord	36.7
4.	Tout à fait d'accord	7.9
		100.0%

Il semble maintenant presque impossible qu'une guerre conventionnelle puisse jamais se déclencher en Europe

1.	Tout à fait en désaccord	8.9
2.	En désaccord	50.8
3.	D'accord	35.5
4.	Tout à fait d'accord	4.8
		100.0%

Nous ne pourrons jamais abolir l'armement nucléaire parce que la connaissance de sa fabrication existera toujours

1.	Tout à fait en désaccord	3.8
2.	En désaccord	10.5
3.	D'accord	53.9
4.	Tout à fait d'accord	31.8
		100.0%

Le Canada devrait avoir des relations proches avec l'Union soviétique et les États-Unis mais devrait rester en dehors de leurs disputes

1.	Tout à fait en désaccord	3.7
2.	En désaccord	13.3
3.	D'accord	50.5
4.	Tout à fait d'accord	32.6
		100.1%

Le moment est arrivé pour le Canada et les États-Unis de pousser l'Europe Occidentale à assumer plus de responsabilité pour sa propre défense

1.	Tout à fait en désaccord	3.2
2.	En désaccord	19.0
3.	D'accord	63.5
4.	Tout à fait d'accord	14.3
		100.0%

Réduire seulement le niveau des armes nucléaires américaines et soviétiques d'environ 50% pourrait s'avérer dangereux étant donné que cela pourrait mettre l'Ouest dans une situation défavorable ou rendre impossible une riposte appropriée à une attaque nucléaire

1.	Tout à fait en désaccord	13.3
2.	En désaccord	49.7
3.	D'accord	31.9
4.	Tout à fait d'accord	5.2
		100.0%

Les capacités économiques sont maintenant plus importantes que les capacités militaires pour déterminer l'influence d'un pays dans le monde aujourd'hui

1.	Tout à fait en désaccord	2.0
2.	En désaccord	14.3
3.	D'accord	60.2
4.	Tout à fait d'accord	23.5
		100.0%

Les pays de l'Ouest doivent faire tout ce qui leur est possible pour parvenir à une supériorité militaire avec l'Union soviétique

1.	Tout à fait en désaccord	18.5
2.	En désaccord	57.8
3.	D'accord	19.3
4.	Tout à fait d'accord	4.3
		99.9%

L'Union soviétique est une nation pacifique qui n'est disposée à se battre que si elle croit devoir se défendre

1.	Tout à fait en désaccord	16.0
2.	En désaccord	52.4
3.	D'accord	27.8
4.	Tout à fait d'accord	3.9
		100.1%

Question : 30

Maintenant que les États-Unis et l'Union soviétique se sont mis d'accord pour éliminer toutes les armes nucléaires de «portée intermédiaire» en Europe, certaines personnes disent que les armes nucléaires à courte portée (celles qui ont une portée de moins de 500 km) devraient aussi être éliminées. D'autres disent que les armes nucléaires à courte portée de l'OTAN sont essentielles pour empêcher une attaque soviétique parce que les pays occidentaux sont plus faibles en forces conventionnelles (non nucléaires).

Parmi les options suivantes, quelle est celle qui, à votre avis, serait la meilleure?

Réponse :

1.	Maintenir au moins quelques forces nucléaires à courte portée pour un avenir prévisible et les moderniser pour éviter qu'elles ne deviennent périmées	23.5
2.	Négocier une réduction de ces armes nucléaires seulement après que les Soviétiques aient consenti à réduire considérablement leurs forces non nucléaires	24.6
3.	Éliminer les forces nucléaires de courte portée des deux côtés dès que possible	52.0
		100.0%

Question : 31

En 1987, le gouvernement canadien a proposé un programme pour construire une petite flotte de nouveaux sous-marins pour les forces canadiennes. Ces sous-marins devaient avoir un système de propulsion nucléaire mais pas d'armes nucléaires. Etiez-vous pour ou contre cette proposition?

Réponse :

1.	Pour la proposition	47.8
2.	Contre la proposition	52.2
		100.0%

Question : 32

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement canadien a récemment annoncé que le programme de sous-marins atomiques n'aurait pas lieu. Vu ceci, dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre l'achat ou la construction d'une flotte de sous-marins conventionnels par le Canada?

Réponse :

1.	Fermement pour	14.0
2.	Assez pour	36.1
3.	Assez contre	24.4
4.	Fermement contre	25.5
		100.0%

Question : 33

Dans le budget du gouvernement fédéral, au printemps dernier, les dépenses prévues pour l'aide à l'étranger et la défense ont été considérablement réduites pour les 5 prochaines années.

D'après vous, qu'aurait dû faire le gouvernement parmi ce qui suit?

Réponse:

1.	Réduire les dépenses pour l'aide à l'étranger plutôt que pour la défense	23.6
2.	Réduire les dépenses pour la défense plutôt que pour l'aide à l'étranger	21.2
3.	Réduire les dépenses encore un peu plus pour les deux	29.0
4.	Les deux auraient dû être moins réduites	9.7
5.	D'autres réductions auraient dû être faites plutôt que celles pour l'aide à l'étranger ou la défense	16.4
		99.9%

Question : 34a)

Le premier ministre Mulroney doit faire une visite officielle en Union soviétique. Pensez-vous que ce serait une bonne chose, ou non, si le Canada et l'URSS coopéraient de plus près?

Réponse :

1.	Une bonne chose	89.8
2.	Pas une bonne chose	10.2
		100.0%

Question : 34b)

A votre avis, quelle importance quant à la paix internationale, aura la visite de M. Mulroney?

Réponse :

1.	Une contribution très importante	6.0
2.	Une contribution, mais pas majeure	55.2
3.	Pas beaucoup de contribution	38.8
		100.0%

Question : 35

Sur laquelle des activités suivantes, le Canada et l'Union soviétique devraient-ils coopérer de plus près?

Réponse :

1.	Améliorer les relations Est-Ouest	33.8
2.	Augmenter le commerce entre les deux pays	27.2
3.	Entreprendre une recherche conjointe dans l'Arctique	3.3
4.	Augmenter les échanges culturels, scientifiques et éducatifs	28.2
5.	Avancer le contrôle des armes Est-Ouest	7.5
		100.0%

Question : 36a)

Pensez-vous que les réunions au sommet entre les dirigeants occidentaux et le dirigeant soviétique comme celle prévue par le premier ministre Mulroney et les récents accords d'armement, tel que le Traité «FNI», signifient que la guerre froide est finie?

Réponse :

1.	Oui, la guerre froide est finie	6.1
2.	Non, la guerre froide n'est pas finie	15.1
3.	La guerre froide s'atténue mais n'est pas finie	78.8
		100.0%

Question : 36b)

Si la guerre froide est effectivement finie, ou si la guerre froide est en train de se terminer, qui a gagné, selon vous?

Réponse :

1.	Les pays de l'Ouest ou capitalistes ont gagné	5.3
2.	Les pays soviétiques ou communistes ont gagné	1.3
3.	Les deux côtés ont gagné, dans une certaine mesure	39.8
4.	Aucun n'a gagné	53.6
		100.0%

ANNEXE B

VENTILATION EN FONCTION DES CARACTÉRISTIQUES PERSONNELLES

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LES TABLEAUX

A. du N.	Amérique du Nord
a.c.	arme conventionnelle
a. n.	arme nucléaire
É. -U.	États-Unis
le C.	Canada
n.	nucléaire
p.é.	politique étrangère
r.é.	relations étroites
s.m.	supériorité militaire
v.o.	visite officielle

Tableau A1

	Langue	
	Anglais	Français
Q2, La menace la plus grande pour la paix mondiale		
actions soviétiques	6%	3%
actions des É.-U.	8%	12%
course aux armements	15%	39%
conflits régionaux	26%	22%
prolifération nucléaire	45%	24%
Q3A2, Confiance au Japon		
considérable	59%	46%
faible	30%	42%
très faible	12%	12%
Q3A3, Confiance aux É.-U.		
considérable	70%	56%
faible	24%	33%
très faible	6%	11%
Q3A4, Confiance en la RFA		
considérable	59%	41%
faible	30%	44%
très faible	11%	15%
Q3A5, Confiance au Canada		
considérable	66%	67%
faible	23%	27%
très faible	11%	6%
Q3A6, Confiance en l'URSS		
considérable	56%	40%
faible	33%	37%
très faible	11%	23%
Q3C, Votre confiance en l'aptitude de l'URSS a-t-elle changé?		
a augmenté	57%	42%
a diminué	7%	6%
est restée la même	36%	51%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A2

	Langue	
	Anglais	Français
Q4, Qu'arrivera-t-il, à votre avis?		
coopération accrue	69%	54%
coopération réduite	11%	16%
aucun changement	20%	30%
Q5, Les menaces les plus graves affrontant le Canada		
économiques	47%	30%
environnementales	46%	66%
militaires	7%	4%
Q7E, La pollution globale		
assez important	10%	10%
très important	38%	27%
extrêmement important	52%	62%
Q7F, Les conflits d'échange international		
assez important	28%	46%
très important	49%	40%
extrêmement important	24%	14%
Q7H, L'instabilité financière et monétaire internationale		
assez important	25%	32%
très important	50%	42%
extrêmement important	25%	26%
Q7I, Le terrorisme		
assez important	32%	39%
très important	34%	32%
extrèmement important	34%	28%
Q8, Une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années		
probable	15%	32%
improbable	58%	49%
très improbable	27%	19%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A3

	Langue	
	Anglais	Français
Q9A, Si l'A.du N. est attaquée, les É.-U. recouront-ils aux a.n.		
s`en serviront	97%	91%
ne s`en serviront pas	3%	9%
Q10, Les armes nucléaires sont essentielles à la dissuasion		
très probable	62%	37%
probable	38%	63%
Q12A, Emploi des a.n. dans une attaque contre les É.-U.		
probable	11%	39%
improbable	49%	35%
très improbable	40%	27%
Q12B, Emploi des a.n. dans une invasion de l'Europe par l'URSS		
probable	20%	48%
improbable	58%	35%
très improbable	22%	17%
Q12C, Emploi d'a.n. par les terroristes		
très probable	22%	27%
probable	52%	49%
improbable	26%	24%
Q12D, Emploi d'une a.n. dans un conflit régional		
très probable	20%	16%
probable	51%	46%
improbable	29%	37%
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances		
probable	27%	49%
improbable	55%	36%
très improbable	18%	14%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A4

	Langue	
	Anglais	Français
Q13, Les forces soviétiques menacent l'A. du N.		
oui	14%	26%
non	86%	74%
Q14, Menace soviétique, comparée à il y a quelques années		
plus grande	8%	15%
moindre	60%	46%
à peu près la même	32%	39%
Q15, Puissance militaire américaine comparée à celle de l'URSS		
les É.-U. sont supérieurs	12%	7%
les E.-U. sont plus faibles	30%	27%
à peu près pareils	58%	66%
Q18A, Veut dominer le monde		
un peu plus aux É.-U.	18%	25%
autant aux deux pays	38%	53%
un peu plus à l'URSS	30%	14%
à aucun des deux pays	13%	8%
Q18B, Est disposé à négocier dans la plupart des différends		
un peu plus aux É.-U.	50%	43%
autant aux deux pays	43%	48%
un peu plus à l'URSS	5%	4%
à aucun des deux pays	2%	5%
Q18D, Utilise sa force militaire pour atteindre ses buts		
un peu plus aux É.-U.	9%	11%
autant aux deux pays	40%	52%
un peu plus à l'URSS	46%	29%
à aucun des deux pays	5%	9%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A5

	Langue	
	Anglais	Français
Q20A, L'URSS est-elle satisfaite de son influence?		
satisfaite	49%	27%
essaie d'étendre l'étendue de son influence	51%	73%
Q20B, Les États-Unis sont-ils satisfaits de leur influence?		
satisfaits	35%	23%
essaie d'étendre l'étendue de leur influence	65%	77%
Q21A, Les dirigeants soviétiques veulent-ils le désarmement?		
ne veulent pas	43%	52%
veulent	57%	48%
Q22A, Margaret Thatcher		
très digne de confiance	41%	21%
assez digne de confiance	49%	56%
pas très digne de confiance	10%	23%
Q22D, George Bush		
très digne de confiance	23%	14%
assez digne de confiance	64%	56%
pas très digne de confiance	13%	30%
Q22E, Brian Mulroney		
très digne de confiance	10%	5%
assez digne de confiance	42%	57%
pas très digne de confiance	30%	32%
pas du tout digne de confiance	17%	5%
Q25A, Avez-vous entendu parler de l'OTAN?		
oui	93%	77%
non	7%	23%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A6

	Langue	
	Anglais	Français
Q25B, La participation du Canada dans l'OTAN		
très importante	57%	35%
assez importante	32%	42%
pas très importante	12%	23%
Q25C, Les forces canadiennes en Europe		
devraient augmenter	19%	8%
sont à peu près ce qu'il faut	57%	65%
devraient être réduites	11%	9%
devraient être retirées	13%	18%
Q26, Rôle militaire du C. si l'Europe occidentale est envahie		
justifierait	65%	37%
ne justifierait pas	35%	63%
Q27, S'il y a réduction des a.c. en Europe, le C. devrait		
laisser les FC	43%	34%
réduire les FC	34%	40%
retirer les FC	23%	27%
Q28, Une guerre nucléaire ou vivre sous le régime communiste		
mener une guerre généralisée	41%	32%
vivre sous le régime communiste	59%	68%
Q29A, Le désarmement pourrait augmenter la menace de guerre		
tout à fait en désaccord	10%	18%
en désaccord	44%	41%
d'accord	46%	41%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A7

	Langue	
	Anglais	Français
Q29B, Une guerre conventionelle semble impossible		
en désaccord	61%	55%
d`accord	39%	45%
Q29C, Nous ne pourrons jamais abolir les armements nucléaires		
en désaccord	14%	16%
d`accord	57%	44%
tout à fait d`accord	29%	41%
Q29D, Le C.pourrait avoir des r.é. avec les deux superpuissances		
en désaccord	19%	11%
d`accord	52%	45%
tout à fait d`accord	29%	44%
Q29E, Pousser l'Europe à assumer davantage sa propre défense		
en désaccord	22%	24%
d`accord	66%	57%
tout à fait d`accord	13%	19%
Q29G, Les capacités économiques sont maintenant plus importantes		
en désaccord	15%	19%
d`accord	63%	53%
tout à fait d`accord	22%	29%
Q29H, L'Ouest doit chercher à parvenir à une s.m.		
tout à fait en desaccord	17%	23%
en désaccord	61%	49%
d`accord	22%	28%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau A8

	Langue	
	Anglais	Français
Q32, Des sous-marins conventionnels pour le C.		
fermement pour	16%	8%
assez pour	36%	35%
assez contre	23%	29%
fermement contre	25%	27%
Q33, Au sujet du budget de la défense, le gouvernement doit		
réduire l'aide	27%	14%
réduire la défense	18%	32%
réduire les deux	28%	33%
réduire dans les deux cas	11%	5%
d'autres réductions	17%	16%
Q34B, La v.o. de M. Mulroney en URSS aura sur la paix		
très importante	4%	12%
pas majeure	55%	57%
pas beaucoup de contribution	41%	31%
Q35, Le C. et l'URSS devraient coopérer de plus près pour		
améliorer les relations Est-Ouest	33%	35%
augmenter le commerce	28%	26%
recherche dans l'Arctique	3%	3%
des échanges	26%	34%
contrôle des armes Est-Ouest	9%	2%
Q36B, Qui a gagné la Guerre froide?		
l'Ouest	6%	4%
les Soviétiques	2%	
les deux	36%	53%
aucun n'a gagné	57%	43%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau B1

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q2, La menace la plus grande pour la paix mondiale				
actions soviétiques	4%	3%	7%	6%
actions des E.-U.	10%	12%	9%	5%
course aux armements	14%	37%	14%	16%
conflits régionaux	26%	20%	26%	29%
prolifération nucléaire	46%	28%	44%	43%
Q3A3, Confiance aux E.-U.				
considérable	67%	58%	70%	71%
faible	27%	32%	25%	22%
très faible	6%	10%	6%	6%
Q3A4, Confiance en la RFA				
considérable	55%	44%	57%	62%
faible	30%	40%	32%	29%
très faible	15%	16%	12%	8%
Q3A6, Confiance en l'URSS				
considérable	43%	42%	59%	56%
faible	38%	37%	31%	34%
très faible	19%	22%	11%	10%
Q3C, Votre confiance en l'aptitude de l'URSS a-t-elle changé?				
a augmenté	50%	46%	56%	59%
a diminué	6%	6%	9%	5%
est restée la même	44%	48%	35%	37%
Q4, Qu'arrivera-t-il, à votre avis?				
coopération accrue	67%	57%	69%	69%
coopération réduite	14%	14%	11%	11%
aucun changement	19%	29%	20%	20%
Q5, Les menaces les plus graves affrontant le Canada				
économiques	43%	30%	47%	50%
environnementales	45%	66%	50%	40%
militaires	13%	4%	2%	11%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau B2

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q6,Les menaces les plus graves affrontant le Canada dans dix ans				
économiques	19%	24%	32%	29%
environnementales	68%	71%	64%	61%
militaires	13%	5%	4%	10%
Q7A, Une grande guerre				
pas important	13%	10%	17%	9%
assez important	29%	22%	30%	31%
très important	22%	27%	24%	26%
extrêmement important	37%	41%	29%	34%
Q7B, La pauvreté et la faim dans les pays en développement				
pas important	15%	20%	16%	11%
assez important	31%	33%	43%	45%
très important	33%	30%	28%	33%
extrêmement important	21%	17%	13%	12%
Q7E, La pollution globale				
assez important	8%	11%	8%	13%
très important	39%	26%	37%	41%
extrêmement important	54%	63%	55%	46%
Q7F, Les conflits d'échange international				
assez important	26%	43%	24%	33%
très important	52%	42%	48%	48%
extrêmement important	22%	15%	28%	20%
Q7H, L'instabilité financière et monétaire internationale				
assez important	19%	34%	24%	25%
très important	58%	42%	47%	51%
extrêmement important	22%	24%	28%	24%
Q7I, Le terrorisme				
assez important	19%	39%	36%	31%
très important	39%	31%	31%	38%
extrêmement important	42%	30%	33%	31%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau B3

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q8, Une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années				
probable	24%	30%	15%	13%
improbable	57%	49%	56%	60%
très improbable	20%	21%	29%	27%
Q9A, Si l'A.du N.est attaquée, les É.-U. recourront-ils aux a.n.				
s'en serviront	96%	91%	98%	96%
ne s'en serviront pas	4%	9%	2%	4%
Q10, Les armes nucléaires sont essentielles à la dissuasion				
très probable	66%	40%	62%	61%
probable	34%	60%	38%	39%
Q12A, Emploi des a.n. dans une attaque contre les É.-U.				
probable	26%	33%	8%	12%
improbable	45%	37%	49%	50%
très improbable	29%	30%	43%	39%
Q12B, Emploi des a.n. dans une invasion de l'Europe par l'URSS				
probable	27%	44%	21%	18%
improbable	61%	37%	56%	59%
très improbable	13%	19%	23%	23%
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances				
probable	46%	45%	25%	26%
improbable	42%	38%	57%	57%
très improbable	12%	16%	19%	17%
Q13, Les forces soviétiques menacent l'A. du N.				
oui	29%	24%	13%	13%
non	71%	76%	87%	87%

Tableau B4

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q14, Menace soviétique, comparée à il y a quelques années				
plus grande	13%	15%	5%	9%
moindre	49%	51%	59%	61%
à peu près la même	37%	35%	36%	30%
Q15, Puissance militaire américaine comparée à celle de l'URSS				
les É-U sont supérieurs	22%	8%	13%	8%
les É.-U. sont plus faibles	29%	28%	28%	33%
à peu près pareils	50%	64%	59%	59%
Q18A, Veut dominer le monde				
un peu plus aux É.-U.	14%	25%	19%	18%
autant aux deux pays	39%	49%	39%	38%
un peu plus à l'URSS	37%	16%	28%	31%
à aucun des deux pays	9%	10%	14%	13%
Q18D, Utilise sa force militaire pour atteindre ses buts				
un peu plus aux É.-U.	8%	10%	11%	6%
autant aux deux pays	30%	51%	42%	40%
un peu plus à l'URSS	58%	30%	41%	49%
à aucun des deux pays	3%	9%	6%	5%
Q20A, L'URSS est-elle satisfaite de son influence?				
satisfaite	32%	29%	52%	50%
essaie d'étendre l'étendue de son influence	68%	71%	48%	50%
Q20B, Les États-Unis sont-ils satisfaits de leur influence?				
satisfaits	24%	23%	39%	34%
essaie d'étendre l'étendue de leur influence	76%	77%	61%	66%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau B5

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q21B, Les dirigeants américains veulent-ils le désarmement?				
ne veulent pas	39%	62%	55%	58%
veulent	61%	38%	45%	42%
Q22A, Margaret Thatcher				
très digne de confiance	45%	24%	44%	36%
assez digne de confiance	45%	56%	46%	53%
pas très digne de confiance	10%	20%	10%	11%
Q22D, George Bush				
très digne de confiance	25%	13%	25%	21%
assez digne de confiance	60%	60%	61%	67%
pas très digne de confiance	15%	26%	14%	12%
Q22E, Brian Mulroney				
très digne de confiance	16%	4%	9%	11%
assez digne de confiance	39%	56%	39%	47%
pas très digne de confiance	27%	32%	31%	30%
pas du tout digne de confiance	18%	7%	21%	12%
Q22F, Mikhaïl Gorbatchev				
très digne de confiance	7%	16%	13%	11%
assez digne de confiance	64%	59%	60%	71%
pas très digne de confiance	28%	25%	27%	18%
Q25A, Avez-vous entendu parler de l'OTAN?				
oui	92%	79%	95%	91%
non	8%	21%	5%	9%
Q25B, La participation du Canada dans l'OTAN				
très importante	66%	36%	56%	56%
assez importante	21%	40%	32%	34%
pas très importante	14%	23%	12%	10%

Tableau B6

	Région			
	les Maritimes	le Quebec	l`Ontario	l`Ouest
Q25C, Les forces canadiennes en Europe				
devraient augmenter	27%	8%	21%	16%
sont à peu près ce qu`il faut	52%	61%	57%	60%
devraient être réduites	6%	12%	10%	11%
devraient être retirées	15%	19%	12%	13%
Q26, Rôle militaire du C. si l'Europe occidentale est envahie				
justifierait	60%	38%	69%	64%
ne justifierait pas	40%	62%	31%	36%
Q27, S'il y a réduction des a.c. en Europe, le C. devrait				
laisser les FC	47%	33%	48%	37%
réduire les FC	31%	39%	31%	38%
retirer les FC	22%	28%	20%	25%
Q28, Une guerre nucléaire ou vivre sous le régime communiste				
mener une guerre généralisée	33%	34%	46%	38%
vivre sous le régime communiste	67%	66%	54%	62%
Q29B, Une guerre conventionelle semble impossible				
en désaccord	65%	57%	60%	60%
d`accord	35%	43%	40%	40%
Q29D, Le C.pourrait avoir des r. é. avec les deux superpuissances				
en desaccord	18%	13%	20%	17%
d`accord	53%	44%	48%	59%
tout à fait d`accord	29%	44%	32%	25%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau B7

	Région			
	les Maritimes	le Quebec	l`Ontario	l`Ouest
Q29E, Pousser l'Europe à assumer davantage sa propre défense				
en désaccord	25%	25%	23%	18%
d`accord	67%	55%	63%	71%
tout à fait d`accord	7%	20%	14%	11%
Q29H, L'Ouest doit chercher à parvenir à une s.m.				
tout a fait en desaccord	13%	24%	16%	19%
en désaccord	58%	50%	62%	60%
d`accord	29%	26%	23%	21%
Q31, Des sous-marins à propulsion nucléaire pour le C.				
pour	68%	46%	47%	44%
contre	32%	54%	53%	56%
Q32, Des sous-marins conventionnels pour le C.				
fermement pour	23%	7%	18%	13%
assez pour	45%	37%	33%	36%
assez contre	15%	27%	23%	26%
fermement contre	17%	29%	25%	25%
Q33, Au sujet du budget de la défense, le gouvernement doit				
réduire l`aide	23%	14%	26%	29%
réduire la défense	14%	32%	15%	21%
réduire les deux	29%	33%	28%	27%
réduire dans les deux cas	10%	5%	13%	9%
d`autres réductions	24%	16%	18%	13%
Q34B, La v.o. de M. Mulroney en URSS aura sur la paix				
très importante	5%	11%	4%	4%
pas majeure	50%	60%	50%	58%
pas beaucoup de contribution	45%	30%	45%	38%

Tableau B8

	Région			
	les Maritimes	le Québec	l'Ontario	l'Ouest
Q35, Le C. et l'URSS devraient coopérer de plus près pour				
améliorer les relations Est-Ouest	29%	32%	38%	32%
augmenter le commerce	22%	27%	28%	28%
recherche dans l'Arctique	3%	3%	5%	2%
des échanges	30%	35%	20%	31%
contrôle des armes Est-Ouest	15%	3%	10%	7%
Q36B, Qui a gagné la Guerre froide?				
l'Ouest	6%	3%	7%	5%
les Soviétiques		0%	1%	2%
les deux	39%	52%	34%	35%
aucun n'a gagné	55%	44%	57%	57%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C1

	Sexe	
	masculin	féminin
Q2, La menace la plus grande pour la paix mondiale		
actions soviétiques	4%	6%
actions des É.-U.	8%	10%
course aux armements	15%	26%
conflits régionaux	32%	19%
prolifération nucléaire	41%	39%
Q3A2, Confiance au Japon		
considérable	61%	51%
faible	30%	35%
très faible	9%	14%
Q3A4, Confiance en la RFA		
considérable	62%	48%
faible	28%	38%
très faible	9%	15%
Q3B, Votre confiance en l'aptitude des É.-U. a-t-elle changé?		
a augmenté	18%	11%
a diminué	17%	23%
est restée la même	65%	66%
Q3C, Votre confiance en l'aptitude de l'URSS a-t-elle change?		
a augmenté	60%	48%
a diminué	5%	8%
est restée la même	36%	44%
Q4, Qu'arrivera-t-il, à votre avis?		
coopération accrue	72%	60%
coopération réduite	7%	17%
aucun changement	21%	24%
Q7A, Une grande guerre		
pas important	16%	9%
assez important	31%	24%
très important	25%	25%
extrêmement important	27%	42%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C2

	Sexe	
	masculin	féminin
Q7B, La pauvreté et la faim dans les pays en développement		
pas important	18%	13%
assez important	43%	37%
très important	28%	32%
extrêmement important	11%	18%
Q7C, Le crime international		
assez important	19%	11%
très important	34%	35%
extrêmement important	47%	54%
Q7D, La propagation des maladies à l'échelle internationale		
assez important	35%	21%
très important	39%	40%
extrêmement important	26%	40%
Q7E, La pollution globale		
assez important	12%	8%
très important	32%	39%
extrêmement important	55%	53%
Q7F, Les conflits d'échange international		
assez important	33%	31%
très important	45%	48%
extrêmement important	22%	21%
Q7G, Les abus des droits de la personne		
assez important	54%	34%
très important	30%	42%
extrêmement important	16%	23%
Q7I, Le terrorisme		
assez important	39%	29%
très important	31%	37%
extrêmement important	30%	34%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C3

	Sexe	
	masculin	féminin
Q8, Une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années		
probable	13%	24%
improbable	55%	56%
très improbable	32%	19%
Q9B, Si l'Europe est attaquée, les É.-U. recouront-ils aux a.n.		
s`en serviront	65%	70%
ne s`en serviront pas	35%	30%
Q10, Les armes nucléaires sont essentielles à la dissuasion		
très probable	63%	49%
probable	37%	51%
Q11, L'éventualité la plus probable		
la dissuasion échouera	25%	34%
la dissuasion réussira	75%	66%
Q12A, Emploi des a.n. dans une attaque contre les É.-U.		
probable	13%	21%
improbable	42%	49%
très improbable	45%	29%
Q12D, Emploi d'une a.n. dans un conflit régional		
très probable	20%	18%
probable	54%	46%
improbable	25%	36%
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances		
probable	25%	39%
improbable	54%	48%
très improbable	21%	13%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C4

	Sexe	
	masculin	féminin
Q12F, Emploi d'une a.n. par accident		
probable	38%	51%
improbable	43%	33%
très improbable	19%	16%
Q13, Les forces soviétiques menacent l'A. du N.		
oui	13%	22%
non	87%	78%
Q14, Menace soviétique, comparée à il y a quelques années		
plus grande	6%	12%
moindre	63%	50%
à peu près la même	30%	37%
Q15, Puissance militaire américaine comparée à celle de l'URSS		
les É-U. sont supérieurs	13%	10%
les É.-U. sont plus faibles	33%	26%
à peu près pareils	54%	65%
Q17, La manière dont le président Bush mène la p.e.		
oui	77%	70%
non	23%	30%
Q22A, Margaret Thatcher		
très digne de confiance	36%	37%
assez digne de confiance	48%	54%
pas tres digne de confiance	16%	10%
Q22C, Helmut Kohl		
très digne de confiance	15%	12%
assez digne de confiance	68%	62%
pas très digne de confiance	17%	26%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C5

	Sexe	
	masculin	féminin
Q25A, Avez-vous entendu parler de l'OTAN?		
oui	93%	86%
non	7%	14%
Q25B, La participation du Canada dans l'OTAN		
très importante	48%	57%
assez importante	36%	31%
pas très importante	16%	12%
Q28, Une guerre nucléaire ou vivre sous le régime communiste		
mener une guerre généralisée	45%	33%
vivre sous le régime communiste	55%	67%
Q29E, Pousser l'Europe à assumer davantage sa propre défense		
en désaccord	25%	20%
d`accord	59%	68%
tout à fait d`accord	16%	12%
Q29F, Le désarmement pourrait laisser l'Occident sans force		
tout à fait en désaccord	18%	9%
en désaccord	49%	50%
d`accord	33%	41%
Q29H, L'Ouest doit chercher à parvenir à une s.m.		
tout à fait en désaccord	22%	15%
en désaccord	58%	58%
d`accord	21%	27%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau C6

	Sexe	
	masculin	féminin
Q30, Au sujet des missiles à courte portée, l'OTAN devrait		
moderniser	21%	26%
négocier si l`URSS réduit ses forces	31%	19%
réduire dès que possible	48%	55%
Q32, Des sous-marins conventionnels pour le C.		
fermement pour	15%	13%
assez pour	31%	41%
assez contre	25%	24%
fermement contre	30%	22%
Q34B, La v.o. de M. Mulroney en URSS aura sur la paix		
très importante	7%	5%
pas majeure	50%	60%
pas beaucoup de contribution	43%	35%
Q36B, Qui a gagné la Guerre froide?		
l`Ouest	8%	2%
les Soviétiques	1%	1%
les deux	37%	43%
aucun n`a gagné	54%	54%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau D1

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q2, La menace la plus grande pour la paix mondiale			
actions soviétiques	6%	5%	4%
actions des É.-U.	10%	6%	11%
course aux armements	25%	17%	19%
conflits régionaux	19%	29%	30%
prolifération nucléaire	40%	43%	35%
Q3A5, Confiance au Canada			
considérable	70%	67%	60%
faible	19%	24%	31%
très faible	11%	9%	9%
Q4, Qu'arrivera-t-il, à votre avis?			
coopération accrue	56%	70%	72%
coopération réduite	16%	10%	9%
aucun changement	28%	20%	18%
Q7A, Une grande guerre			
pas important	10%	16%	12%
assez important	27%	26%	32%
très important	25%	25%	27%
extrêmement important	39%	34%	29%
Q7B, La pauvreté et la faim dans les pays en développement			
pas important	23%	15%	4%
assez important	39%	44%	36%
très important	26%	28%	40%
extrêmement important	12%	13%	20%
Q7C, Le crime international			
assez important	22%	12%	7%
très important	37%	36%	31%
extrêmement important	41%	52%	63%
Q8, Une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années			
probable	26%	16%	13%
improbable	51%	55%	64%
très improbable	23%	29%	24%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau D2

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q10, Les armes nucléaires sont essentielles à la dissuasion			
très probable	49%	56%	67%
probable	51%	44%	33%
Q11, L'éventualité la plus probable			
la dissuasion échouera	34%	30%	22%
la dissuasion réussira	66%	70%	78%
Q12A, Emploi des a.n. dans une attaque contre les É.-U.			
probable	24%	14%	11%
improbable	40%	43%	58%
très improbable	36%	42%	31%
Q12B, Emploi des a.n. dans une invasion de l'Europe par l'URSS			
probable	34%	23%	20%
improbable	49%	51%	59%
très improbable	17%	26%	21%
Q12D, Emploi d'une a.n. dans un conflit régional			
très probable	23%	20%	12%
probable	45%	55%	52%
improbable	32%	25%	36%
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances			
probable	38%	31%	24%
improbable	44%	50%	62%
très improbable	18%	19%	14%
Q12F, Emploi d'une a.n. par accident			
probable	44%	45%	44%
improbable	36%	37%	42%
très improbable	20%	18%	14%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau D3

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q13, Les forces soviétiques menacent l'A. du N.			
oui	21%	15%	14%
non	79%	85%	86%
Q14, Menace soviétique, comparée à il y a quelques années			
plus grande	13%	9%	5%
moindre	51%	57%	65%
à peu près la même	37%	34%	30%
Q16, L'équilibre militaire le plus souhaitable			
les É.-U. dominent	13%	14%	20%
l'URSS domine	4%	1%	1%
à peu près égales	83%	85%	79%
Q17, La manière dont le président Bush mène la p.e.			
oui	66%	81%	76%
non	34%	19%	24%
Q18B, Est disposé à négocier dans la plupart des différends			
un peu plus aux É.-U.	47%	54%	44%
autant aux deux pays	48%	38%	48%
un peu plus à l'URSS	3%	6%	6%
à aucun des deux pays	2%	3%	2%
Q18C, Est digne de confiance dans les négociations			
un peu plus aux É.-U.	27%	43%	45%
autant aux deux pays	46%	40%	41%
un peu plus à l'URSS	4%	2%	3%
à aucun des deux pays	23%	15%	12%

Tableau D4

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q20B, Les États-Unis sont-ils satisfaits de leur influence?			
satisfaits	27%	33%	39%
essaie d'étendre l'etendue de leur influence	73%	67%	61%
Q21A, Les dirigeants soviétiques veulent-ils le désarmement?			
ne veulent pas	51%	44%	37%
veulent	49%	56%	63%
Q22A, Margaret Thatcher			
très digne de confiance	24%	41%	48%
assez digne de confiance	59%	46%	45%
pas très digne de confiance	18%	13%	6%
Q22D, George Bush			
très digne de confiance	16%	23%	24%
assez digne de confiance	63%	61%	63%
pas très digne de confiance	21%	16%	12%
Q22E, Brian Mulroney			
très digne de confiance	7%	10%	10%
assez digne de confiance	49%	45%	42%
pas très digne de confiance	27%	30%	36%
pas du tout digne de confiance	17%	15%	12%
Q22F, Mikhaïl Gorbatchev			
très digne de confiance	12%	16%	12%
assez digne de confiance	60%	61%	70%
pas très digne de confiance	28%	23%	18%
Q25A, Avez-vous entendu parler de l'OTAN?			
oui	82%	96%	93%
non	18%	4%	7%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau D5

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q26, Rôle militaire du C. si l'Europe occidentale est envahie			
justifierait	49%	67%	60%
ne justifierait pas	51%	33%	40%
Q28, Une guerre nucléaire ou vivre sous le régime communiste			
mener une guerre généralisée	35%	32%	54%
vivre sous le régime communiste	65%	68%	46%
Q29A, Le désarmement pourrait augmenter la menace de guerre			
tout à fait en désaccord	14%	13%	8%
en désaccord	48%	44%	35%
d'accord	38%	43%	57%
Q29B, Une guerre conventionelle semble impossible			
en désaccord	62%	58%	58%
d'accord	38%	42%	42%
Q29C, Nous ne pourrons jamais abolir les armements nucléaires			
en désaccord	14%	15%	14%
d'accord	45%	55%	65%
tout à fait d'accord	40%	31%	21%
Q29D, Le C.pourrait avoir des r. é. avec les deux superpuissances			
en désaccord	17%	21%	12%
d'accord	45%	49%	60%
tout à fait d'accord	38%	30%	27%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau D6

	L'âge		
	18 à 34	35 à 54	55+
Q29E, Pousser l'Europe à assumer d'avantage sa propre défense			
en désaccord	29%	22%	13%
d`accord	61%	62%	69%
tout à fait d`accord	10%	16%	18%
Q29F, Le désarmement pourrait laisser l'Occident sans force			
tout à fait en désaccord	16%	13%	9%
en désaccord	48%	56%	44%
d`accord	35%	31%	47%
Q29G, Les capacités économiques sont maintenant plus importantes			
en desaccord	21%	15%	10%
d`accord	56%	58%	70%
tout à fait d`accord	23%	27%	20%
Q29H, L'Ouest doit chercher à parvenir à une s.m.			
tout à fait en désaccord	23%	21%	9%
en désaccord	57%	59%	58%
d`accord	20%	20%	34%
Q30, Au sujet des missiles à courte portée, l'OTAN devrait			
moderniser	21%	21%	31%
négocier si l`URSS réduit ses forces	23%	25%	26%
réduire dès que possible	56%	55%	43%
Q33, Au sujet du budget de la défense, le gouvernement doit			
réduire l`aide	23%	25%	23%
réduire la défense	19%	26%	19%
réduire les deux	33%	25%	29%
réduire dans les deux cas	13%	8%	7%
d`autres réductions	12%	17%	22%

Tableau E1

	Revenu en milliers de $			
	10 à 20	20 à 35	35 à 60	60+
Q3A2, Confiance au Japon				
considérable	40%	53%	61%	64%
faible	40%	31%	32%	28%
très faible	20%	16%	7%	8%
Q3A3, Confiance aux É.-U.				
considérable	64%	67%	69%	65%
faible	25%	28%	24%	29%
très faible	11%	5%	7%	6%
Q3B, Votre confiance en l'aptitude des É.-U. a-t-elle changé?				
a augmenté	8%	13%	17%	18%
a diminué	27%	22%	15%	20%
est restée la même	65%	65%	68%	62%
Q3C, Votre confiance en l'aptitude de l'URSS a-t-elle changé?				
a augmenté	44%	48%	57%	63%
a diminué	6%	8%	7%	6%
est restée la même	50%	45%	37%	31%
Q4, Qu'arrivera-t-il, à votre avis?				
coopération accrue	53%	63%	67%	76%
coopération réduite	16%	15%	11%	7%
aucun changement	32%	22%	22%	17%
Q6,Les menaces les plus graves affrontant le Canada dans dix ans				
économiques	31%	27%	28%	27%
environnementales	60%	62%	67%	70%
militaires	9%	11%	5%	3%
Q7B, La pauvreté et la faim dans les pays en développement				
pas important	7%	18%	21%	13%
assez important	36%	42%	36%	47%
très important	35%	28%	30%	30%
extrêmement important	22%	13%	13%	10%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau E2

	Revenu en milliers de $			
	10 à 20	20 à 35	35 à 60	60+
Q7D, La propagation des maladies à l'echelle internationale				
assez important	14%	30%	30%	34%
très important	43%	38%	38%	38%
extrêmement important	43%	32%	32%	28%
Q7G, Les abus des droits de la personne				
assez important	30%	48%	45%	51%
très important	45%	32%	36%	34%
extrêmement important	26%	20%	19%	16%
Q8, Une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années				
probable	29%	17%	16%	16%
improbable	59%	56%	57%	50%
très improbable	12%	26%	27%	34%
Q12A, Emploi des a.n. dans une attaque contre les É.-U.				
probable	26%	22%	16%	7%
improbable	47%	48%	44%	46%
très improbable	27%	30%	40%	47%
Q12B, Emploi des a.n. dans une invasion de l'Europe par l'URSS				
probable	26%	32%	31%	17%
improbable	58%	53%	48%	53%
très improbable	17%	15%	21%	30%
Q12C, Emploi d'a.n. par les terroristes				
très probable	18%	27%	26%	21%
probable	58%	50%	52%	47%
improbable	24%	23%	22%	32%
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances				
probable	41%	32%	33%	25%
improbable	53%	53%	48%	51%
très improbable	6%	15%	20%	25%

Tableau E3

	Revenu en milliers de $			
	10 à 20	20 à 35	35 à 60	60+
Q12E, Emploi des a.n. par les superpuissances				
probable	41%	32%	33%	25%
improbable	53%	53%	48%	51%
très improbable	6%	15%	20%	25%
Q18A, Veut dominer le monde				
un peu plus aux É.-U.	24%	13%	21%	22%
autant aux deux pays	44%	44%	43%	35%
un peu plus à l'URSS	23%	29%	27%	26%
à aucun des deux pays	9%	14%	10%	16%
Q18C, Est digne de confiance dans les négociations				
un peu plus aux É.-U.	30%	47%	35%	37%
autant aux deux pays	45%	37%	44%	44%
un peu plus à l'URSS	2%	3%	2%	6%
à aucun des deux pays	22%	14%	19%	14%
Q18D, Utilise sa force militaire pour atteindre ses buts				
un peu plus aux É.-U.	13%	8%	8%	9%
autant aux deux pays	43%	36%	45%	46%
un peu plus à l'URSS	37%	46%	42%	41%
à aucun des deux pays	6%	9%	5%	4%
Q20A, L'URSS est-elle satisfaite de son influence?				
satisfaite	44%	39%	40%	52%
essaie d'étendre l'étendue de son influence	56%	61%	60%	48%
Q21A, Les dirigeants soviétiques veulent-ils le désarmement?				
ne veulent pas	45%	56%	49%	30%
veulent	55%	44%	51%	70%

Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

Tableau E4

	Revenu en milliers de $			
	10 à 20	20 à 35	35 à 60	60+
Q21B, Les dirigeants américains veulent-ils le désarmement?				
ne veulent pas	63%	54%	58%	51%
veulent	37%	46%	42%	49%
Q22F, Mikhaïl Gorbatchev				
très digne de confiance	13%	9%	12%	18%
assez digne de confiance	64%	65%	62%	62%
pas très digne de confiance	23%	26%	26%	19%
Q23,Au sujet d'une intrdctn complète des essais n,, le C devrait				
insister activement	55%	56%	63%	62%
essayer discrètement	36%	34%	23%	25%
ne pas s`en occuper	10%	10%	14%	14%
Q25A, Avez-vous entendu parler de l'OTAN?				
oui	83%	86%	90%	97%
non	17%	14%	10%	3%
Q26, Rôle militaire du C. si l'Europe occidentale est envahie				
justifierait	50%	59%	56%	67%
ne justifierait pas	50%	41%	44%	33%
Q29B, Une guerre conventionelle semble impossible				
en désaccord	68%	60%	58%	54%
d`accord	32%	40%	42%	46%
Q29C, Nous ne pourrons jamais abolir les armements nucléaires				
en désaccord	12%	18%	13%	15%
d`accord	65%	51%	50%	52%
tout à fait d`accord	23%	32%	37%	33%

Tableau E5

	Revenu en milliers de $			
	10 à 20	20 à 35	35 à 60	60+
Q29D, Le C. pourrait avoir des r. é. avec les deux superpuissances				
en désaccord	7%	14%	17%	28%
d`accord	57%	54%	47%	46%
tout à fait d`accord	36%	32%	36%	26%
Q29E, Pousser l'Europe à assumer davantage sa propre défense				
en désaccord	13%	27%	22%	26%
d`accord	73%	58%	66%	58%
tout à fait d`accord	13%	15%	13%	16%
Q29F, Le désarmement pourrait laisser l'Occident sans force				
tout à fait en desaccord	9%	10%	13%	20%
en désaccord	43%	50%	55%	49%
d`accord	48%	40%	32%	32%
Q29I, L'URSS est une nation pacifique				
tout à fait en désaccord	12%	17%	19%	15%
en désaccord	55%	49%	52%	53%
d`accord	32%	34%	29%	32%
Q36A, La Guerre froide est-elle finie?				
oui	2%	6%	10%	5%
non	21%	13%	13%	15%
s`atténue	77%	82%	77%	80%
Q36B, Qui a gagné la Guerre froide?				
l`Ouest	4%	5%	5%	7%
les Soviétiques	3%	1%	1%	1%
les deux	37%	49%	34%	41%
aucun n`a gagné	57%	45%	60%	50%

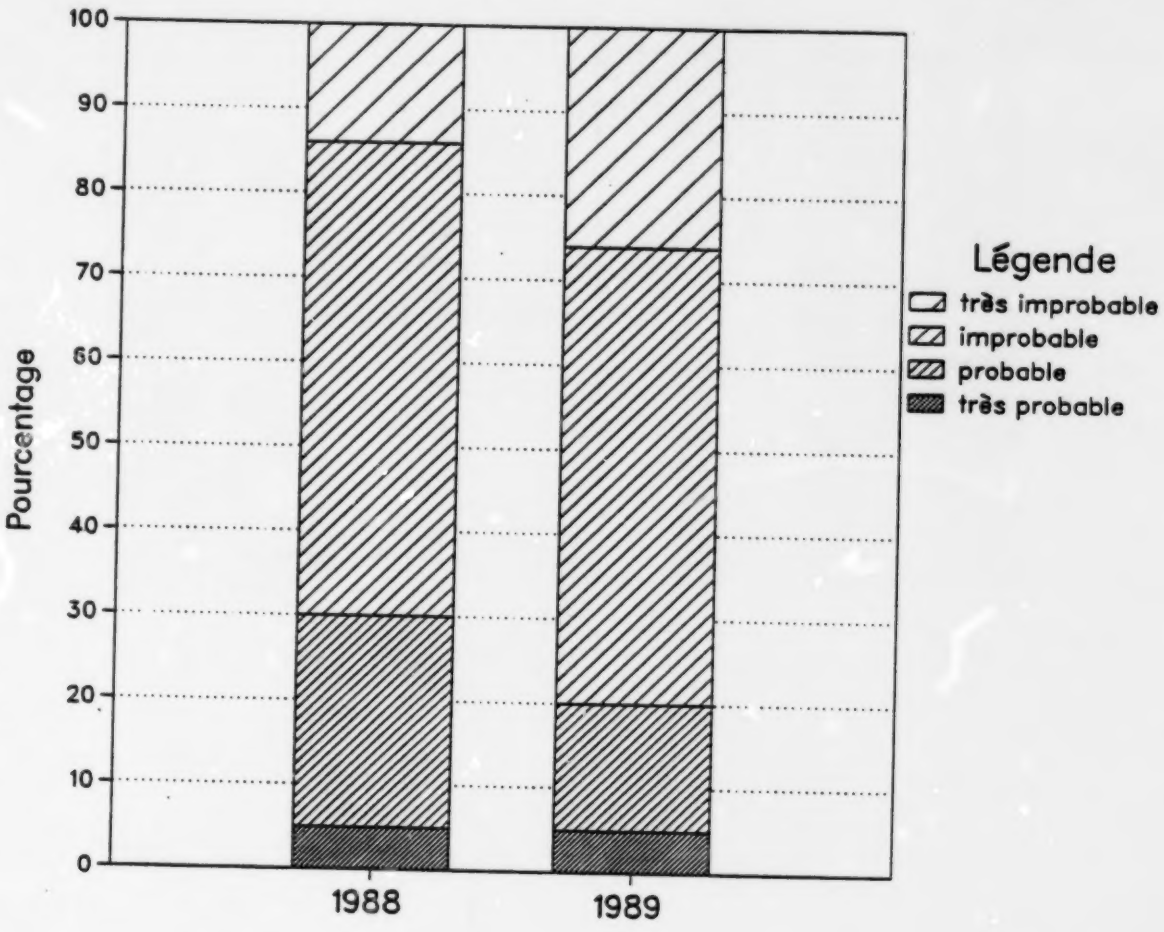
Le Canada, un sondage national - septembre-octobre 1989

ANNEXE C

DIAGRAMMES COMPARATIFS

Les risques de guerre

FIGURE 1



FORMULATION DE LA QUESTION

1989:

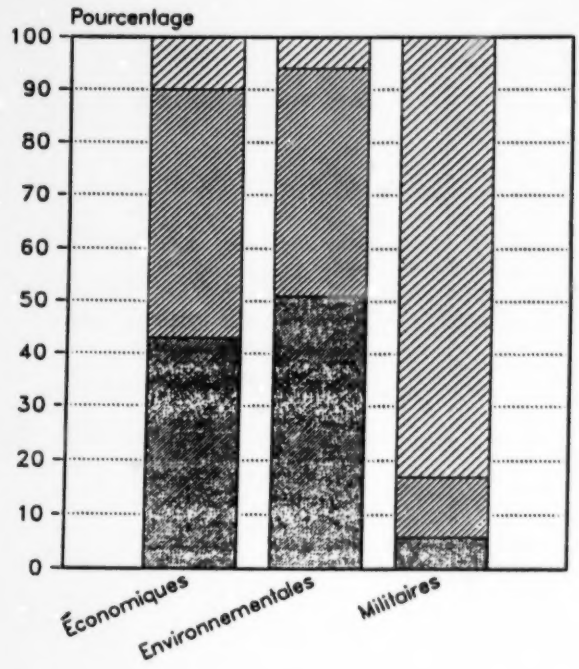
Q8) Si vous pensez maintenant à la guerre nucléaire, à votre avis, quelle est la probabilité d'une guerre nucléaire au cours des dix prochaines années?

1988:

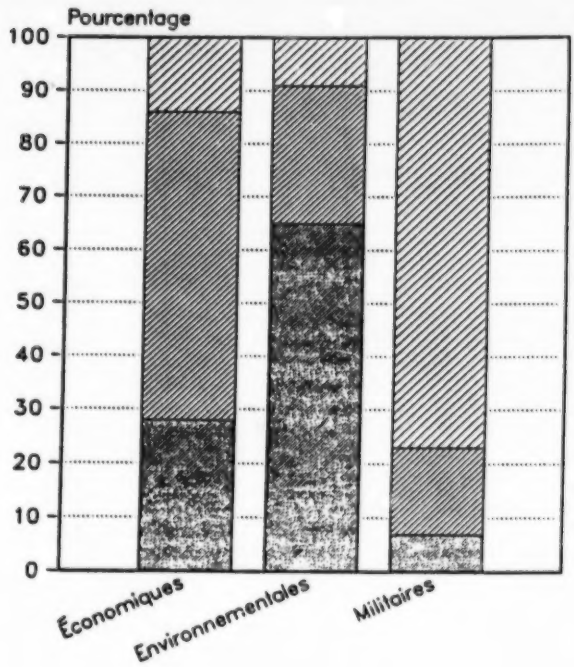
Si vous pensez maintenant à la guerre nucléaire, à votre avis, dans quelle mesure est-il probable qu'il y ait une guerre nucléaire au cours des vingt-cinq prochaines années?

FIGURE 2

Les menaces aujourd'hui



Les menaces dans 10 ans



Légende

La plus importante

La deuxième en importance

La moins importante

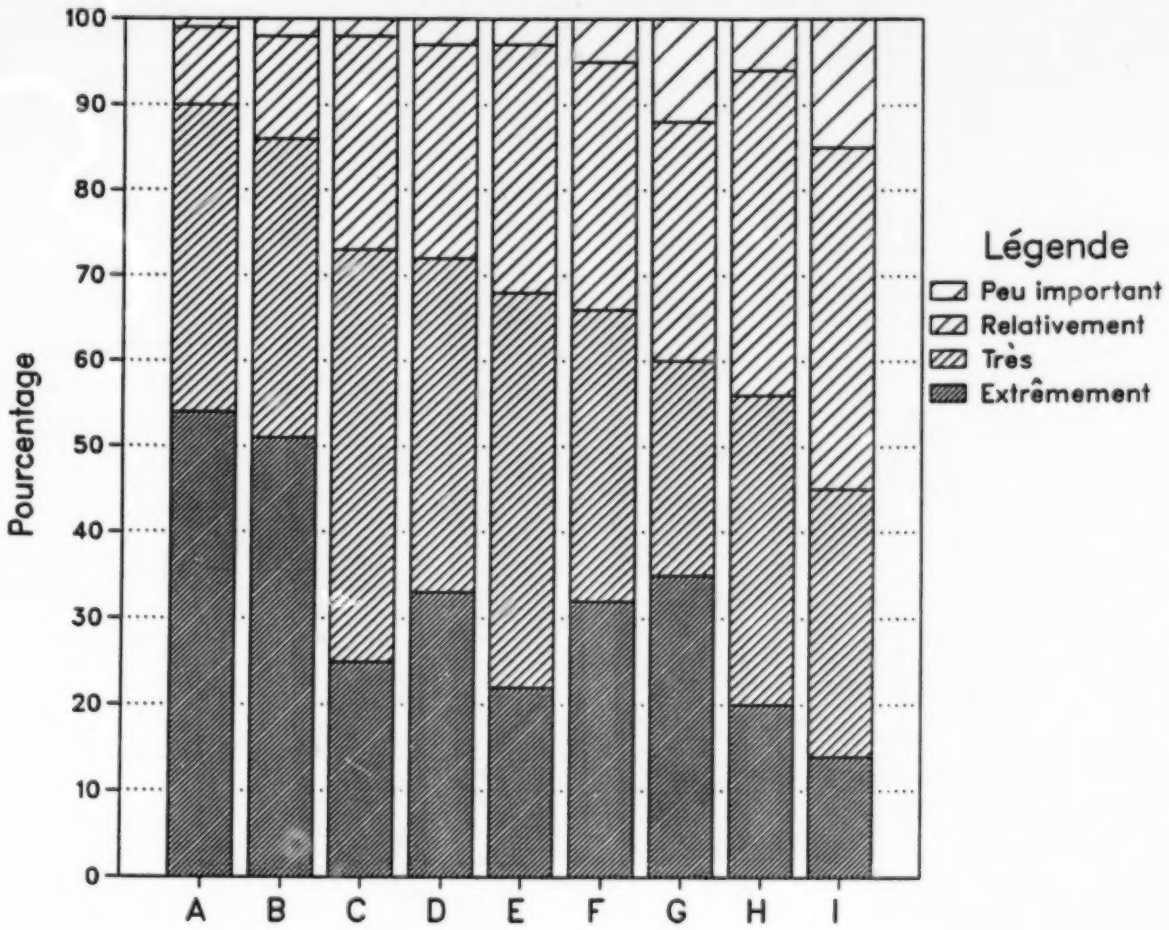
FORMULATION DE LA QUESTION

Q5) Veuillez classer les trois menaces ci-dessous, de la plus grave affrontant le Canada à l'heure actuelle au niveau international, à la moins grave des menaces affrontant le Canada à l'heure actuelle au niveau international.

Q6) En pensant à dix ans d'ici, veuillez classer les trois menaces ci-dessous de la plus grave affrontant le Canada au niveau international à la moins grave affrontant le Canada au niveau international.

Les problèmes internationaux influant sur la sécurité du Canada

FIGURE 3



FORMULATION DE LA QUESTION

Q7) Enumérés ci-dessous sont plusieurs problèmes internationaux qui peuvent affecter la sécurité du Canada. Pour chacun, veuillez mettre un "X" dans la case qui représente à quel point vous considérez l'importance de chaque problème international en tant que menace à la sécurité du Canada.

A) Les problèmes de pollution globale

B) Le crime international tel que le trafic de la drogue

C) L'instabilité financière et monétaire internationale

D) La propagation des maladies

E) Les conflits d'échange international et le protectionnisme

F) Le terrorisme

G) Une grande guerre

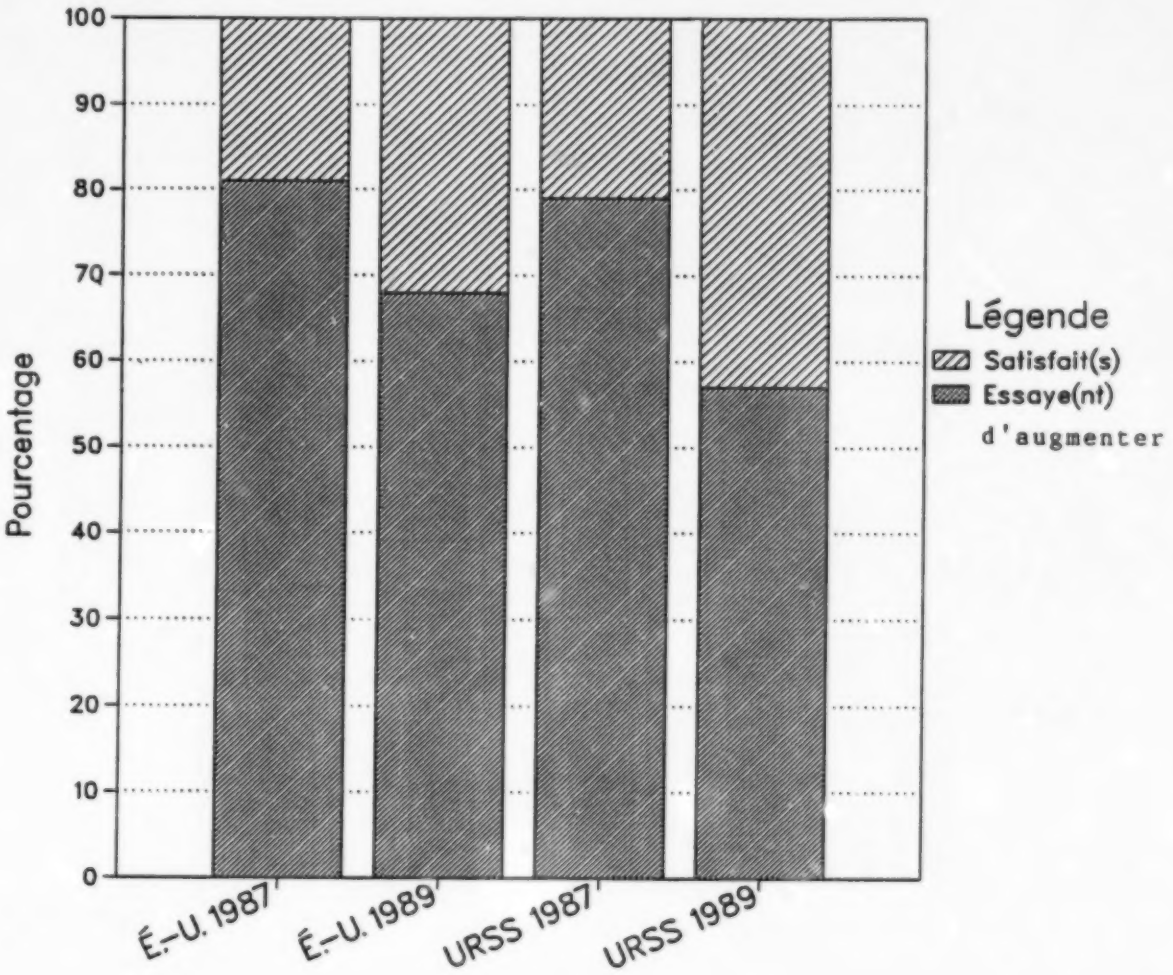
H) Les abus des droits de la personne

I) La pauvreté et la faim dans les pays en voie de développement

Nota: Dans le graphique, les réponses aux questions ne sont pas présentées dans le même ordre que dans le questionnaire.

Souci des É.-U. et de l'URSS d'accroître leur influence respective

FIGURE 4



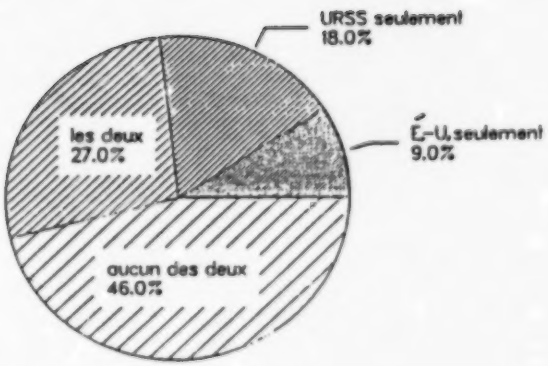
FORMULATION DE LA QUESTION

Q20) L'Union soviétique est-elle [les États-Unis sont-ils] plus ou moins satisfaite [satisfaits] de son [leur] pouvoir ou de son influence dans le monde aujourd'hui, ou essaye-t-elle [essayent-ils] d'augmenter l'étendue de son [leur] influence?

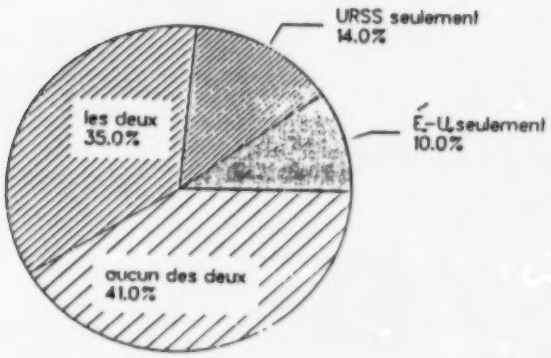
FIGURE 5

La volonté des dirigeants de réaliser le désarmement

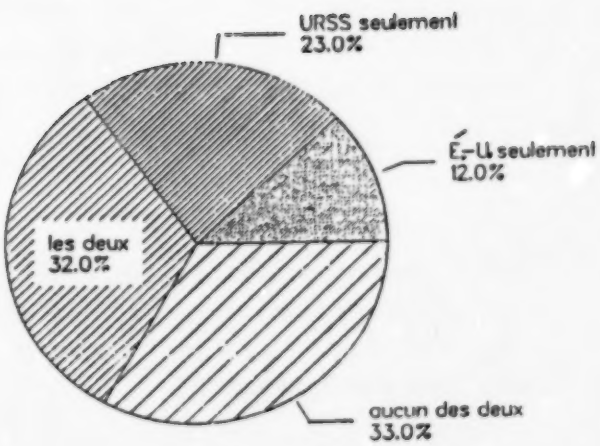
1987



1988



1989



FORMULATION DE LA QUESTION

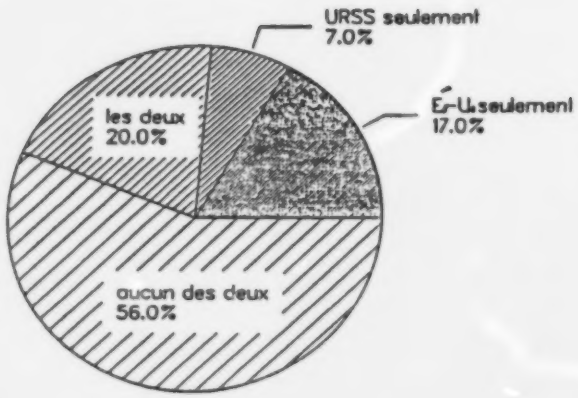
Q21A) Certaines personnes croient que les dirigeants soviétiques ne veulent pas réellement le désarmement. D'autres croient qu'ils veulent réellement le désarmement. Laquelle de ces opinions se rapproche le plus de la vôtre?

Q21B) Certaines personnes croient que les dirigeants américains ne veulent pas réellement le désarmement. D'autres croient qu'ils veulent réellement le désarmement. Laquelle de ces opinions se rapproche le plus de la vôtre?

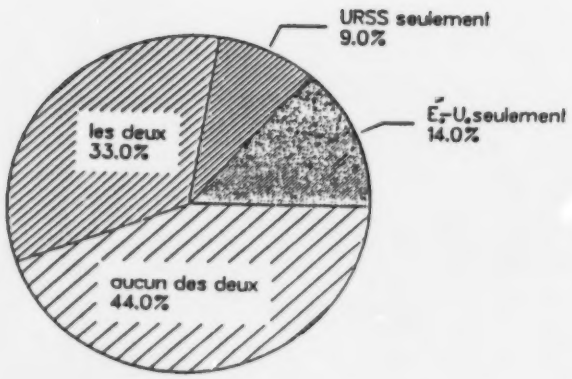
FIGURE 6

Confiance éprouvée à l'égard de la capacité des É-U. et de l'URSS de gérer les affaires mondiales

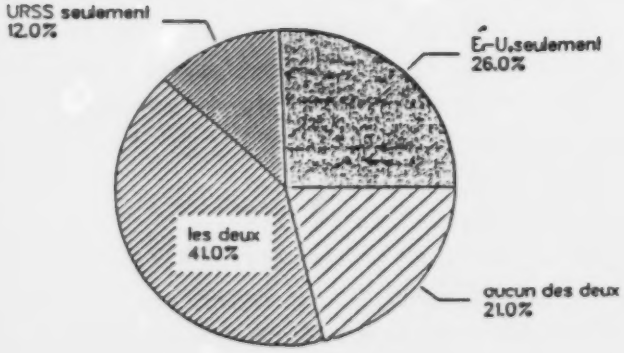
1987



1988



1989



FORMULATION DE LA QUESTION

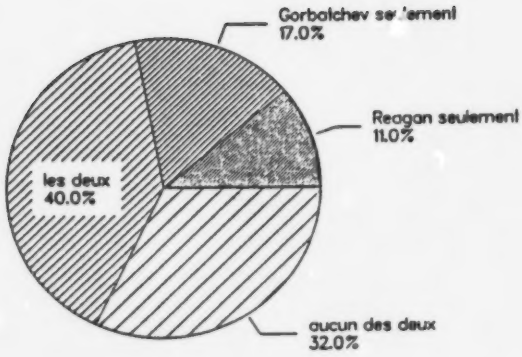
Q3A3) Comment qualifieriez-vous le niveau de confiance que vous avez en l'aptitude des États-Unis à s'occuper sagement des problèmes mondiaux actuels?

Q3A6) Comment qualifieriez-vous le niveau de confiance que vous avez en l'aptitude de l'Union soviétique à s'occuper sagement des problèmes mondiaux actuels?

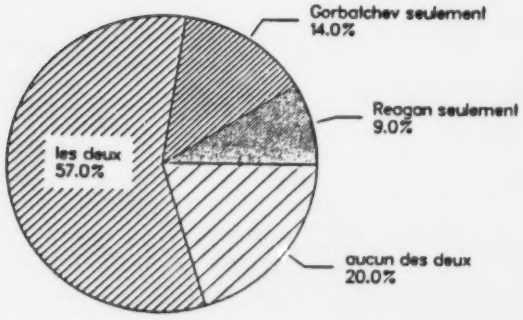
FIGURE 7

Confiance que les dirigeants américains et soviétiques inspirent

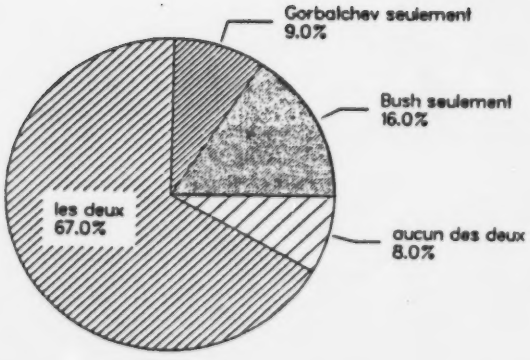
1987



1988



1989



FORMULATION DE LA QUESTION

1989:

Q22) À votre avis, à quel degré les dirigeants suivants sont-ils dignes de confiance?
Le président américain George Bush?
Le chef soviétique Mikhaïl Gorbatchev?

1987 et 1988:

À quel point diriez-vous que le président Reagan [Monsieur Gorbatchev] est digne de confiance sur les questions nucléaires et de controle des armements?